



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 2 JUIN 2015
GEMEENTERAAD VAN 2 JUNI 2015

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents	Marc-Jean Ghysseles, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter</i> ;
Aanwezig	Jean-Claude Englebert, Ahmed Ouartassi, Francis Résimont, Marc Loewenstein, Françoise Père, Mariam El Hamidine, Saïd Tahri, Charles Spapens, Jutta Buyse, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Monique Langbord, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Mostafa Bentaha, Christiane Defays, Nadia El Yousfi, Grégor Chapelle, Mohammed Sebbahi, Annie Richard, Evelyne Huytebroeck, Stéphane Roberti, Rachid Barghouti, Isabelle Grippa, Abdelmalek Talhi, Magali Plovier, Alitia Angeli, Axel Criquelion, Nadine Pâques, Laurent Hacken, Denis Stokkink, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Michel Borcy, Corinne De Permentier, Catherine van Zeeland, Christophe Nocent, Marie Arena,
Verontschuldigd	Isabelle Gelas, Raphaël Lederer, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

La séance est ouverte et fermée immédiatement afin de procéder à une audition disciplinaire.

De zitting wordt geopend en onmiddellijk daarna gesloten om over te gaan tot een tuchtverhoor.

L'audition disciplinaire et le débat qui en suit en huis-clos se terminent à 20h30.
Monsieur Hacken entre en séance.

Het tuchtverhoor en het daaropvolgend debat worden beëindigd om 20u30.
De heer Hacken vervoegt de zitting.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

ORGANISATION - ORGANISATIE

Personnel / Rémunération / Pension - Personeel / Remuneratie / Pensioen

1 Personnel - Organigramme - Modifications.

LE CONSEIL,

Revu l'organigramme administratif et technique adopté en sa séance du 19 novembre 2013 ;

Vu la nouvelle loi communale profondément modifiée par l'ordonnance du 5 mars 2009 ;

Vu l'évolution des tâches à exécuter, des missions supplémentaires à accomplir par l'administration communale, la complexité des dossiers à traiter et la nécessité pour l'administration d'adapter sa structure dans l'intérêt général ;

Vu l'avis motivé n ° 2015/007 signé en date du 21 mai 2015 entre les organisations syndicales et l'autorité ;

DECIDE,

D'approuver le nouvel organigramme des différents départements et leur répartition en services en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Personeel - Organogram - Wijziging.

DE RAAD,

Het administratief en technisch organogram herzien, dat aangenomen werd in zijn zitting van 19 november 2013;

Gelet op de nieuwe gemeentewet die diepgaand gewijzigd werd door de ordonnantie van 5 maart 2009;

Gelet op de evolutie van de uit te voeren taken, de bijkomende opdrachten ten laste van het gemeentebestuur, de complexiteit van de te behandelen dossiers en bijgevolg de noodzaak voor het bestuur om zijn structuur aan te passen in het algemene belang;

Gelet op het gemotiveerde advies 2015/007, ondertekend op 21 mei 2015 tussen de vakbondsorganisaties en de overheid;

BESLIST,

Het nieuwe organogram van de verscheidene afdelingen en hun onderverdeling in diensten, zoals opgenomen in bijlage, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2 **Personnel - Statut pécuniaire - Allocation pour exercice de fonctions supérieures - Modification.**

LE CONSEIL,

Vu le statut pécuniaire adopté par le conseil communal en sa séance du 20 décembre 2002 et ses modifications ;

Vu le protocole intervenu entre les autorités et les organisations syndicales en date du 21 mai 2015 ;

Considérant que le texte actuel ne permet pas d'être en concordance avec la situation de terrain et qu'il y a donc lieu d'étendre la possibilité d'octroi de l'allocation pour fonctions supérieures aux agents contractuels qui répondent aux conditions d'octroi, mais qui de part leur statut contractuel ne peuvent en bénéficier ;

Considérant que la mise en application du chapitre relatif à l'octroi d'une allocation pour fonctions supérieures a démontré ses limites et qu'il y a donc lieu d'y apporter certaines modifications et précisions ;

DECIDE,

de modifier le statut pécuniaire en vigueur, et particulièrement le chapitre III. point M relatif à l'allocation pour fonctions supérieures, comme suit :

ANCIEN TEXTE :

M. Allocations pour exercice de fonctions supérieures

Cc 14/06/2010 – MRBC 02/08/2010

1. Une allocation est accordée aux agents statutaires qui assument une fonction supérieure à celle de leur grade de façon ininterrompue pendant plus d'un mois. Par fonction supérieure, il faut entendre toute fonction prévue à l'organigramme et dont l'attribution est de nature à consacrer un avancement de grade.
2. A l'initiative du Secrétaire communal, la désignation pour exercer la fonction supérieure se fait par le collège des Bourgmestre et Echevins dès qu'il a connaissance de l'absence présumée supérieure à un mois d'un agent titulaire d'une fonction dirigeante, quel qu'en soit le motif. Si la désignation n'a pu être faite en temps opportun, la situation réelle est entérinée dans les plus brefs délais.

Dans tous les cas, le collège doit prendre une décision motivée.

3. L'allocation est accordée dès le jour où la charge de la fonction supérieure a été assumée effectivement. Elle est payée à terme échu.
4. L'allocation est fixée au montant de la différence entre la rétribution dont l'intéressé bénéficierait dans le grade de la fonction assumée provisoirement et la rétribution dont il bénéficie dans son grade effectif. L'allocation est toutefois limitée au montant obtenu en cas de promotion au grade immédiatement supérieur à celui dont l'agent remplaçant est titulaire. La rétribution visée à l'alinéa précédent comprend le traitement ou, s'il échut, le traitement en carrière bonifiée et, éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence.
5. L'allocation est calculée sur la base du nombre de jours que comporte la période d'exercice de la fonction supérieure.
6. L'allocation prend fin dès que
 - l'agent qui était remplacé réintègre ses fonctions
 - l'agent qui était remplacé, et dont la fonction était en voie d'extinction, est mis à la retraite.
7. Dans le cas où la place de l'agent qui était remplacé devient vacante, l'administration communale a pour obligation d'organiser un examen / concours de promotion afin de pourvoir à son remplacement. L'agent bénéficiant d'une allocation pour exercice de fonctions supérieures conserve ce bénéfice jusqu'au remplacement du titulaire.
8. Si l'agent, qui a exercé une fonction supérieure, est promu à titre définitif dans cette fonction, les services prestés à titre provisoire sont pris en considération tant pour la fixation du traitement que pour l'ancienneté dans le grade, sans toutefois pouvoir remonter au-delà de la date à laquelle l'intéressé a rempli toutes les conditions requises par le statut communal pour accéder au grade

NOUVEAU TEXTE

M. Allocations pour exercice de fonctions supérieures

1. Une allocation est accordée aux agents **contractuels** et statutaires qui assument une fonction supérieure à celle de leur grade de façon ininterrompue pendant plus d'un mois. Par fonction supérieure, il faut entendre toute fonction prévue à l'organigramme et dont l'attribution est de nature à consacrer un avancement de grade. Cette allocation sera uniquement accordée à la suite de l'absence d'un agent en activité de service.

2. A l'initiative du chef de service, visée par le chef de département et le Secrétaire communal, la

désignation pour exercer la fonction supérieure se fait par le collège des Bourgmestre et Echevins dès qu'il a connaissance de l'absence présumée supérieure à un mois d'un agent titulaire d'une fonction dirigeante, quel qu'en soit le motif. Si la désignation n'a pu être faite en temps opportun, la situation réelle est entérinée dans les plus brefs délais.

Dans tous les cas, le chef de service doit motiver le choix de l'agent désigné en tenant compte de critères objectifs tels que : le cadre et l'organigramme, la place en réserve de recrutement ou de promotion, l'expérience et les compétences dans les matières, la formation,

3. L'octroi d'une prime pour fonction supérieure est uniquement accordée moyennant l'avis motivé et favorable de la secrétaire communale.

4. L'allocation est accordée dès le jour où la charge de la fonction supérieure a été assumée effectivement. Elle est payée à terme échu.

5. L'allocation est fixée au montant de la différence entre la rétribution dont l'intéressé bénéficierait dans le grade de la fonction assumée provisoirement et la rétribution dont il bénéficie dans son grade effectif. L'allocation est toutefois limitée au montant obtenu en cas de promotion au grade immédiatement supérieur à celui dont l'agent remplaçant est titulaire.

6. La rétribution visée à l'alinéa précédent comprend le traitement ou, s'il échet, le traitement en carrière bonifiée et, éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence.

L'allocation est calculée sur la base du nombre de jours que comporte la période d'exercice de la fonction supérieure. **Elle ne peut excéder 6 mois consécutifs. Toutefois, si la période est supérieure à six mois, une nouvelle demande motivée du chef de service devra être introduite, la prime de fonction supérieure ne constitue pas en soi un acquis intemporel, mais répond à une situation particulière pour garantir le bon fonctionnement du service, et donc limitée dans le temps.**

7. L'allocation prend fin dès que :

l'agent qui était remplacé réintègre ses fonctions

l'agent qui était remplacé, et dont la fonction était en voie d'extinction, est mis à la retraite
la fonction est supprimée du cadre du personnel

8. Dans le cas où la place de l'agent qui était remplacé devient vacante, l'administration communale a pour obligation d'organiser un examen / concours de promotion afin de pourvoir à son remplacement.

9. Si l'agent, qui a exercé une fonction supérieure, est promu à titre définitif dans cette fonction, les services prestés à titre provisoire sont pris en considération tant pour la fixation du traitement que pour l'ancienneté dans le grade, sans toutefois pouvoir remonter au-delà de la date à laquelle l'intéressé a rempli toutes les conditions requises par le statut communal pour accéder au grade

10. Mesures transitoires : Les allocations actuellement octroyées feront à leur terme l'objet d'une nouvelle demande, qui sera examinée en fonction du nouveau règlement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Personeel - Geldelijk statuut - Toelage voor de uitoefening van hogere functies - Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op het geldelijk statuut, aangenomen door de gemeenteraad op 20 december 2002, evenals zijn wijzigingen;

Gelet op het protocol overeengekomen tussen de autoriteiten en de vakbondsorganisaties op datum van 21 mei 2015;

Overwegende dat de huidige tekst geen antwoord meer biedt op situaties die zich voordoen op het terrein en dat het bijgevolg noodzakelijk is de mogelijkheid voor de toekenning van een toelage voor de uitoefening van hogere functies uit te breiden naar contractuele agenten die voldoen aan de toekenningsvoorwaarden, maar die gezien hun contractuele statuut hier niet van kunnen genieten;

Overwegende dat de toepassing van het hoofdstuk van het geldelijk statuut betreffende de toekenning van een toelage voor de uitoefening van hogere functies zijn grenzen bereikt heeft en dat het bijgevolg noodzakelijk is bepaalde wijzigingen en verduidelijkingen aan te brengen;

BESLIST,

het huidige geldelijke statuut als volgt te wijzigen, meer in het bijzonder hoofdstuk III punt M. betreffende de toekenning van een toelage voor de uitoefening van hogere functies :

Oude tekst

M. TOELAGE VOOR UITOEFENING VAN HOGERE FUNCTIES

gr 14/06/2010 – MBHG 02/08/2010

1. Een toelage wordt toegekend aan de statutaire agenten die een functie waarnemen overeenstemmend met een graad, hoger dan deze waarvan ze titularis zijn, tijdens een ononderbroken periode van meer dan één maand.

Onder hogere functie dient verstaan te worden : elke functie voorzien in het organigram en waarvan de toekenning het voorwerp uitmaakt van een graadverhoging.

2. Op initiatief van de gemeentesecretaris gebeurt de aanduiding voor het uitoefenen van de hogere functies door het college van burgemeester en schepenen, vanaf het ogenblik dat het kennis heeft van de afwezigheid van meer dan één maand van een agent titularis van een leidende functie, ongeacht de reden.

Indien de aanduiding niet tijdig kon plaats vinden, wordt de feitelijke situatie zo spoedig mogelijk goedgekeurd.

In elk geval dient het college een gemotiveerde beslissing te nemen.

3. De toelage wordt toegekend vanaf de dag waarop de hogere functie effectief waargenomen is. Ze wordt na vervallen van termijn uitbetaald.
4. Het bedrag van de toelage wordt vastgesteld op het verschil tussen het loon dat de betrokkene zou genieten in de voorlopig waargenomen functie en de wedde die hij in zijn effectieve graad geniet. De toelage is echter begrensd tot het bedrag dat bekomen wordt na promotie tot de eerstvolgende hogere graad, dan deze waarvan de vervanger titularis is.

Het loon waarvan sprake in de vorige alinea omvat de wedde, of in voorkomend geval de wedde volgens het bijzondere stelsel, eventueel met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage.

5. De toelage wordt berekend op basis van het aantal dagen dat de hogere functie uitgeoefend werd.
6. De betaling van de toelage eindigt :
 - wanneer de agent die vervangen werd zijn functie opnieuw waarneemt;
 - wanneer de agent die vervangen werd en waarvan de functie in uitdoving was, op pensioen gesteld wordt.
7. In het geval dat de betrekking van de vervangen agent vrij komt, moet het gemeentebestuur een bevorderingswedstrijd of -examen organiseren met het oog op de invulling van de betrekking. De agent die geniet van een toelage voor uitoefening van hogere functies behoudt hiervan het voordeel tot de vervanging van de titularis.
8. Indien de agent die een hogere functie waarneemt definitief bevorderd wordt tot deze functie, worden de diensten, die ten voorlopige titel waargenomen werden, in aanmerking genomen voor de vaststelling van de wedde evenals voor de graadanciënniteit, zonder evenwel vooraf te gaan aan de datum waarop de betrokkene aan al de voorwaarden, vereist door het gemeentelijk statuut, voldeed om toegang te hebben tot deze functie.

Nieuwe tekst

M. TOELAGE VOOR UITOEFENING VAN HOGERE FUNCTIES

1. Een toelage wordt toegekend aan de **contractuele** en statutaire agenten die een functie waarnemen overeenstemmend met een graad, hoger dan deze waarvan ze titularis zijn, tijdens een ononderbroken periode van meer dan één maand. Onder hogere functie dient verstaan te worden: elke functie voorzien in het organigram en waarvan de toekenning het voorwerp uitmaakt van een graadverhoging. De toelage wordt enkel toegekend ingevolge de afwezigheid van een agent in dienstactiviteit.

2. Op initiatief van het diensthoofd - geïnviseerd door het afdelingshoofd en de Gemeentesecretaris -

gebeurt de aanduiding voor het uitoefenen van de hogere functies door het college van burgemeester en schepenen, vanaf het ogenblik dat het kennis heeft van de afwezigheid van meer dan één maand van een agent, titularis van hogere graad voorzien in het personeelskader, en die het dagelijks beheer van een dienst of atelier waarneemt, ongeacht de reden. Indien de aanduiding niet tijdig kon plaatsvinden, wordt de feitelijke situatie binnen de kortst mogelijke termijn goedgekeurd. In elk geval moet het diensthoofd de aanduiding van de aangeduide agent motiveren rekening houdend met objectieve criteria zoals : het personeelskader en organogram, de rangschikking in een wervings- of bevorderingsreserve, de ervaring of competenties in bepaalde materies, de vorming,...

3. De toekenning van een premie voor de uitoefening van hogere functies wordt uitsluitend toegekend op gemotiveerd en gunstig advies van de gemeentesecretaris.

4. De toelage wordt toegekend vanaf de dag waarop de hogere functie effectief waargenomen is. Ze wordt na vervallen van termijn uitbetaald.

5. Het bedrag van de toelage wordt vastgesteld op het verschil tussen het loon dat de betrokkene zou genieten in de voorlopig waargenomen functie en de wedde die hij in zijn effectieve graad geniet. De toelage is echter begrensd tot het bedrag dat bekomen wordt na promotie tot de eerstvolgende hogere graad, dan deze waarvan de vervanger titularis is. Het loon waarvan sprake in de vorige alinea omvat de wedde, of in voorkomend geval de wedde volgens het bijzondere stelsel, eventueel met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage.

6. Het loon waarvan sprake in de vorige alinea omvat de wedde, of in voorkomend geval de wedde volgens het bijzondere stelsel, eventueel met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage.

De toelage wordt berekend op basis van het aantal dagen dat de hogere functie uitgeoefend werd. **De periode van de toekenning van de toelage mag niet meer dan 6 achtereenvolgende maanden bedragen. Indien de periode echter meer dan 6 maanden bedraagt, moet een nieuwe gemotiveerde aanvraag van het diensthoofd ingediend worden. De toelage voor uitoefening van een hogere functie is op zich geen verworven recht maar wordt verantwoord door een bijzondere situatie en wordt toegekend om de goede werking van de dienst te verzekeren; ze is dus beperkt in de tijd.**

7. De betaling van de toelage eindigt :

- wanneer de agent die vervangen werd zijn functie opnieuw waarneemt,
- wanneer de agent die vervangen werd en waarvan de functie in uitdoving was, op pensioen gesteld wordt,
- wanneer de functie geschrapt werd uit het personeelskader.

8. In het geval dat de betrekking van de vervangen agent vrij komt, moet het gemeentebestuur een bevorderingsexamen of -wedstrijd organiseren met het oog op de invulling van de betrekking.

9. Indien de agent die een hogere functie waarneemt definitief bevorderd wordt tot deze functie, worden de diensten, die ten voorlopige titel waargenomen werden, in aanmerking genomen voor de vaststelling van de wedde evenals voor de graadanciënniteit, zonder evenwel vooraf te gaan aan de datum waarop de betrokkene aan al de voorwaarden, vereist door het gemeentelijk statuut, voldeed om

toegang te hebben tot deze functie.

10. Overgangsmaatregelen : de momenteel toegekende toelagen dienen op het einde van hun voorziene termijn het voorwerp uit te maken van een nieuwe aanvraag, die onderzocht zal worden op basis van het nieuwe reglement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

PRÉVENTION - PREVENTIE

Sanctions administratives - GAS-boetes

3 Sanctions administratives - Nouveau règlement général de Police – Validation des protocoles d'accord avec le parquet sur le traitement des infractions mixtes.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 119, 119bis, 133 et 135 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 sur les sanctions administratives communales ainsi que ses arrêtés d'exécutions ;

Vu le règlement général de police actuellement en vigueur à Forest, adopté le 15 octobre 2003 et modifié pour la dernière fois le 25 septembre 2012 ;

Vu la possibilité d'infliger des sanctions administratives en matière d'infractions mixtes et d'infractions relatives à l'arrêt et au stationnement ;

Vu l'adoption du nouveau Règlement Général de Police de la commune de Forest ;

Vu l'obligation d'adopter un protocole d'accord entre le procureur du roi et le collège communal concernant le traitement des infractions mixtes et de roulage;

Considérant que les protocoles ont été valablement négociés par les zones de police des 19 communes de Bruxelles ainsi que le Procureur du Roi de Bruxelles ;

Considérant qu'il y a lieu de valider les protocoles d'accord ainsi négociés, en vue du traitement des infractions mixtes, ainsi que des infractions sur l'arrêt et le stationnement.

DECIDE :

De valider les deux protocoles d'accord en matière d'infractions mixtes et en matière d'arrêt et de stationnement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Administratieve sancties - Nieuw algemeen Politiereglement – Validering van de protocolakkoorden met het parket wat betreft de behandeling van gemengde inbreuken.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en inzonderheid artikelen 119, 119bis, 133 en 135;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties alsook haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op het algemeen politiereglement dat momenteel van kracht is te Vorst, goedgekeurd op 15 oktober 2003 en voor het laatst gewijzigd op 25 september 2012;

Gelet op de mogelijkheid om administratieve sancties inzake gemengde inbreuken en inbreuken betreffende het stilstaan en het parkeren op te leggen;

Gelet op de goedkeuring van het nieuwe Algemene Politiereglement van de gemeente Vorst;

Gelet op de verplichting om een protocolakkoord goed te keuren tussen de procureur des konings en het gemeentelijk college wat betreft de behandeling van gemengde en verkeersinbreuken;

Overwegende dat de protocols geldig onderhandeld werden door de politiezones van de 19 Brusselse gemeenten alsook de Procureur des Konings van Brussel;

Overwegende dat de zo onderhandelde protocolakkoorden gevalideerd moeten worden met het oog op de behandeling van de gemengde inbreuken, alsook inbreuken betreffende het stilstaan en het parkeren;

BESLIST:

De twee protocolakkoorden inzake gemengde inbreuken en inzake stilstaan en parkeren te valideren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

protocole d'accord infractions mixtes NL.odt, Protocole infractions mixtes ZPMidi.docx, Protocolakkoord - art. 3.docx, Protocole d'accord Arrêt et stationnement.doc

4 Sanctions administratives - Nouveau règlement général de Police - Adoption.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 119, 119bis, 133 et 135 ;

Vu la loi du 23 juin 2013 sur les sanctions administratives communales ainsi que ses arrêtés d'exécutions ;

Vu le règlement général de police actuellement en vigueur à Forest, adopté le 15 octobre 2003 et modifié pour la dernière fois le 25 septembre 2012 ;

Vu la possibilité d'infliger des sanctions administratives en matière d'infractions mixtes et d'infractions relatives à l'arrêt et au stationnement ;

Considérant qu'il convient d'adopter un nouveau règlement général de police conformément à la loi du 24 juin 2013 ;

DECIDE :

D'adopter le nouveau règlement général de police en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Administratieve Sancties - Nieuw algemeen politiereglement - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en inzonderheid artikelen 119, 119bis, 133 en 135;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties alsook haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op het algemeen politiereglement dat momenteel van kracht is te Vorst, goedgekeurd op 15 oktober 2003 en voor het laatst gewijzigd op 25 september 2012;

Gelet op de mogelijkheid om administratieve sancties inzake gemengde inbreuken en inbreuken betreffende het stilstaan en het parkeren op te leggen;

Overwegende dat het aangewezen is een nieuw algemeen politiereglement goed te keuren conform de wet van 24 juni 2013;

BESLIST:

Het nieuwe algemene politiereglement in bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Monsieur le Bourgmestre explique que ce règlement a été modifié afin qu'il soit uniforme pour les

trois communes de la zone, à quelques exceptions près.

De heer Burgemeester legt uit dat dit reglement gewijzigd werd opdat het voor de drie gemeenten van de politiezone hetzelfde zou zijn, op enkele uitzonderingen na.

1 annexe / 1 bijlage

RGP Forest - version 12 mai 2015.odt

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Logements - Huisvesting

- 5 Logement - Occupation précaire de l'appartement sis au premier étage droite 6-7-8 place St-Denis - Approbation de la convention avec la CPAS de Forest - Mandat au collège pour signature.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment son article 232,

Considérant que l'appartement au premier étage droite sis place St-Denis 6-7-8 est inoccupé depuis juin 2014 ;

Considérant que les rez-de-chaussée et premier étage du bâtiment doivent faire l'objet d'une rénovation complète dans le cadre de la création d'un pôle culturel à l'Abbaye de Forest ;

Considérant que ces travaux attendent la finalisation d'une étude sur le pôle Abbaye et de marchés publics pour la désignation d'un auteur de projet, suivi de la désignation des entreprises, processus qui devrait durer encore au moins deux ans;

Considérant l'appel à projet intitulé « Housing first Brussels » lancé par la Commission Communautaire Commune de Bruxelles-Capitale, Céline Fremault et Pascal Smet, Ministres de l'Aide aux Personnes ;

Considérant que le CPAS de Forest est partenaire d'un projet porté par l'ASBL SMES-B (Santé Mentale et Exclusion Sociale – Belgique) visant à donner accès à un logement à des personnes qui éprouvent le plus de difficultés à y accéder ;

Considérant que ce type de projet est primordial pour la réalisation du droit au logement, sachant qu'il n'existe pas de solution d'hébergement durable pour les sans-abri, les centres d'accueil d'urgence/de nuit ne constituant que des solutions temporaire d'urgence ;

Considérant que les travaux de rénovation des logements aux 2^{ème} et 3^{ème} étage de l'immeuble sont en phase de finition et ne s'opposent pas à l'utilisation en logement de l'appartement du premier étage droite qui est sain;

Considérant que les locaux du rez-de-chaussée (ex-speedy wash) seront utilisés pour l'antenne du contrat de quartier Abbaye, que l'appartement du premier étage gauche ne sera pas occupé car insalubre, que les 2 appartements du 2^{ème} étage seront réservés après rénovation à un hébergement en logement de transit - en lieu et place des 2 appartements actuellement mobilisés à cet effet dans l'immeuble rue de Liège -, ce voisinage étant compatible avec une resocialisation par le logement;

Considérant que l'asbl SMES assurera un suivi social individuel de la personne sans-abri en collaboration avec le CPAS de Forest, qui propose de prendre en charge la gestion locative et de signer une convention d'occupation avec la personne hébergée dans cet appartement ou son représentant;

DECIDE

1. d'approuver la convention de mise à disposition du CPAS de Forest à titre gratuit de l'appartement situé au premier étage droite de l'immeuble place St-Denis 6-7-8, annexée à la présente;
2. de donner pouvoir au collège des bourgmestre et échevins de signer la dite convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Huisvesting - Tijdelijke bewoning van het appartement gelegen op de eerste verdieping rechts op het Sint-Denijsplein 6-7-8 - Goedkeuring van de overeenkomst met het OCMW van Vorst - Machtiging aan het college voor ondertekening.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en inzonderheid artikel 232;

Overwegende dat het appartement op de eerste verdieping rechts gelegen op het Sint-Denijsplein 6-7-8 onbewoond is sinds juni 2014;

Overwegende dat de benedenverdieping en eerste verdieping van het gebouw volledig gerenoveerd moeten worden in het kader van de oprichting van een culturele pool aan de Abdij van Vorst;

Overwegende dat deze werkzaamheden in afwachting zijn van de voltooiing van een studie over de pool Abdij en van overheidsopdrachten voor de aanstelling van een projectontwerper, gevolgd door de aanstelling van de ondernemingen, proces dat nog minstens twee jaar in beslag zou moeten nemen;

Overwegende de projectoproep met als naam « Housing first Brussels » gelanceerd door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, Céline Fremault en Pascal Smet, Ministers van Bijstand aan Personen;

Overwegende dat het OCMW van Vorst partner is van een project dat wordt gedragen door de VZW SMES-B (Santé Mentale et Exclusion Sociale – Belgique) dat erop gericht is toegang te geven tot een woning aan personen die hiervoor de meeste moeilijkheden ondervinden;

Overwegende dat dit soort project uiterst belangrijk is voor de verwezenlijking van het recht op

huisvesting, wetende dat er geen duurzame huisvestingsoplossing bestaat voor daklozen, aangezien de nood/nachtopvangcentra slechts tijdelijke noodoplossingen vormen;

Overwegende dat de renovatiewerken van de woningen op de 2^{de} en 3^{de} verdieping van het gebouw in de afwerkingsfase zijn en geen probleem vormen voor het gebruik als woning van het appartement op de eerste verdieping rechts dat gezond is;

Overwegende dat de lokalen van de benedenverdieping (ex-speedy wash) gebruikt zullen worden voor de antenne van het wijkcontract Abdij, dat het appartement op de eerste verdieping links niet bewoond zal worden want onbewoonbaar, dat de 2 appartementen van de 2^{de} verdieping na renovatie voorbehouden zullen worden als transitwoningen - in plaats van de 2 appartementen die momenteel hiervoor gebruikt worden in het gebouw in de Luikstraat -, aangezien deze buurt compatibel is met een hersocialisering via huisvesting;

Overwegende dat de vzw SMES een individuele maatschappelijke opvolging zal verzekeren van de dakloze persoon in samenwerking met het OCMW van Vorst, dat voorstelt om het huurbeheer op zich te nemen en een bewoningsovereenkomst te ondertekenen met de persoon die in dit appartement gehuisvest wordt of zijn vertegenwoordiger;

BESLIST

1. de overeenkomst van kosteloze terbeschikkingstelling aan het OCMW van Vorst van het appartement gelegen op de eerste verdieping rechts in het gebouw gelegen op het Sint-Denijsplein 6-7-8, opgenomen in bijlage, goed te keuren;
2. het college van burgemeester en schepenen machtiging te verlenen om voormelde overeenkomst te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

150602 Convention de mise à disposition d'un appartement.pdf, 150602 OVEREENKOMST VAN KOSTELOZE TERBESCHIKKINGSTELLING.pdf

FINANCES - FINANCIËN

Centrale d'achat / Economat - Centraal Aankoop / Economaat

- 6 **SCA - Marchés Publics - Location et entretien de vêtements de travail - Proposition de transaction finale.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 11 décembre 2008 désignant la firme Initial Textiles pour la location et l'entretien des vêtements de travail pour une durée de trois ans à partir du 1^{er} mai 2009 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 27 septembre 2012 faisant choix de l'appel d'offre général comme mode de passation et arrêtant le cahier spécial des charges et l'avis de marché pour la location et l'entretien des vêtements de travail ;

Vu l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 26 novembre 2012 suspendant la décision du Collège du 27 septembre 2012 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 27 décembre 2012 de maintenir sa décision du 27 septembre 2012, après adaptation des critères visés au cahier spécial des charges ;

Considérant qu'après l'envoi du cahier spécial des charges, les firmes ayant marqué leur intérêt pour ce marché n'ont pu répondre de manière favorable au cahier des charges, celui-ci manquant d'informations permettant de remettre offre ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 13 juin 2013 relative à la prolongation du marché auprès de la firme Initial Textiles jusqu'au 31 décembre 2013 et de relancer un nouveau marché ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 27 mai 2014 ayant pour objet : Service central d'achats – Marchés publics – Fourniture et entretien des vêtements de travail – Modifications administratives du cahier spécial des charges – Nouvelle approbation des conditions et du mode de passation – Application de l'article 234 alinéa 2 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que deux firmes ont remis offre, mais que des informations complémentaires et des échantillons ont été sollicités d'une part, et que des aménagements d'ordre technique ont été portés à la connaissance des soumissionnaires suite aux déménagements des services d'autre part ;

Considérant que la firme Initial Textiles a continué à assurer les prestations jusqu'à la notification du nouveau marché, notification expédiée le 31 mars 2015 ;

Considérant que le nouveau marché débutera à partir du 1^{er} mai 2015 ;

Considérant les factures en suspens de la firme Initial Textiles et l'absence de base légale pour le règlement de celles-ci ;

Vu la mise en demeure des avocats de la société Initial en date du 24 mars 2015 pour le paiement des factures échues et non payées avant procédure judiciaire ;

Considérant qu'il y a lieu d'établir une transaction en ce qui concerne les factures en souffrance de septembre 2014 à avril 2015 suivant détail ci-après :

Facture n° 6451482 du 30-09-2014 pour les prestations du 1^{er} au 30 septembre 2014 pour un montant de 6850,78 € .

Facture n° 6461087 du 31-10-2014 pour les prestations du 1^{er} au 31 octobre 2014 pour un montant de 8667,91 € .

Facture n° 6464986 du 30-11-2014 pour les prestations du 1^{er} au 30 novembre 2014 pour un montant de 6833,66 €

Facture n° 6468789 du 31-12-2014 pour les prestations du 1^{er} au 31 décembre 2014 pour un montant de 6767,63 €

Facture n° 6507207 du 31-01-2015 pour les prestations du 1^{er} au 31 janvier 2015 pour un montant de 8474,25 €

Facture n° 6513046 du 28-02-2015 pour les prestations du 1^{er} au 28 février 2015 pour un Montant de 7087,66 €

Facture n° 6514619 du 31-03-2015 pour les prestations du 1^{er} au 31 mars 2015 pour un montant de 86063,35 €

Facture n° 6523702 du 30-04-2015 pour les prestations du 1^{er} au 30 avril 2015 pour un montant de 8572,17 €

Considérant que les prestations exécutées jusqu'à ce jour ont fait l'objet de factures pour un montant total de 61860,41 € de septembre 2014 à avril 2015 ;

Considérant que ces montants seront payés après l'approbation par l'autorité de tutelle de la présente délibération et du projet de transaction ;

Considérant qu'en cas d'acceptation de la proposition de transaction par la commune, la société Initial Textiles renonce à toute action judiciaire à l'encontre de la commune ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que ses arrêtés d'exécution ;

Vu l'article 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- D'adopter la proposition de transaction définitive annexée à la présente délibération;
- De payer les factures relatives aux prestations de septembre 2014 à avril 2015 pour un montant total de 61860,41 € et d'inscrire la dépense aux articles 104/124-05 et 300/124-05 du service ordinaire du budget dès approbation de la présente décision par l'autorité supérieure;
- D'inscrire la dépense à l'article 000/215-01 du service ordinaire du budget 2015 pour les intérêts de retard d'un montant de 1418,31 €;
- D'inscrire la dépense s'élevant à 280 € relative à l'indemnisation à l'article 000/215-02 du service ordinaire du budget 2015.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

CAD - Overheidsopdrachten - Huur en onderhoud van werkkledij - Voorstel tot uiteindelijke dading.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 11 december 2008 tot aanstelling van de firma Initial Textiles voor de huur en het onderhoud van de werkkledij voor een duur van drie jaar vanaf 1 mei 2009;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27 september 2012 om te kiezen voor de algemene offerteaanvraag als gunningswijze en om het bijzondere bestek en de aankondiging van opdracht voor de huur en het onderhoud van de werkkledij vast te stellen;

Gelet op het Besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 26 november 2012 tot schorsing van de beslissing van het College van 27 september;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27 december 2012 om bij zijn beslissing van 27 september 2012 te blijven, na aanpassing van de criteria waarvan sprake in het bijzondere bestek;

Overwegende dat, na verzending van het bijzondere bestek, de firma's die interesse getoond hadden voor deze opdracht, niet op gunstige wijze hebben kunnen antwoorden op het bestek, aangezien er inlichtingen ontbraken die nodig waren voor de indiening van de offerte;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 13 juni 2013 betreffende de verlenging van de opdracht tot 31 december 2013 bij de firma Initial Textiles en om een nieuwe opdracht op te starten;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27 mei 2014 met als voorwerp : Centrale Aankoopdienst - Overheidsopdrachten - Levering en onderhoud van de werkkledij - Administratieve wijzigingen aan het bijzondere bestek - Nieuwe goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze - Toepassing van artikel 234, 2de lid van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat twee firma's offerte hebben ingediend, maar dat er enerzijds bijkomende inlichtingen en stalen gevraagd werden, en dat de inschrijvers anderzijds op de hoogte gebracht werden van inrichtingen op technisch vlak als gevolg van de verhuizingen van de diensten;

Overwegende dat de firma Initial Textiles de prestaties is blijven verzekeren tot de kennisgeving van de nieuwe opdracht, kennisgeving die verstuurd werd op 31 maart 2015;

Overwegende dat de nieuwe opdracht van start zal gaan vanaf 1 mei 2015;

Overwegende de opgeschorte facturen van de firma Initial Textiles en het gebrek aan wettelijke basis

voor de betaling ervan;

Gelet op de ingebrekestelling van de advocaten van de firma Initial op datum van 24 maart 2015 voor de betaling van de vervallen en niet betaalde facturen vóór gerechtelijke procedure;

Overwegende dat er een dading opgemaakt moet worden wat betreft de openstaande facturen van september 2014 tot april 2015 volgens onderstaande details :

Factuur nr 6451482 van 30-09-2014 voor de prestaties van 1 tot 30 september 2014 voor een bedrag van 6850,78 €

Factuur nr 6461087 van 31-10-2014 voor de prestaties van 1 tot 31 oktober 2014 voor een bedrag van 8667,91 €

Factuur nr 6464986 van 30-11-2014 voor de prestaties van 1 tot 30 november 2014 voor een bedrag van 6833,66 €

Factuur nr 6468789 van 31-12-2014 voor de prestaties van 1 tot 31 december 2014 voor een bedrag van 6767,63 €

Factuur nr 6507207 van 31-01-2015 voor de prestaties van 1 tot 31 januari 2015 voor een bedrag van 8474,25 €

Factuur nr 6513046 van 28-02-2015 voor de prestaties van 1 tot 28 februari 2015 voor een bedrag van 7087,66 €

Factuur nr 6514619 van 31-03-2015 voor de prestaties van 1 tot 31 maart 2015 voor een bedrag van 8606,35 €

Factuur nr 6523702 van 30-04-2015 voor de prestaties van 1 tot 30 april 2015 voor een bedrag van 8572,17 €

Overwegende dat de tot nu toe uitgevoerde prestaties het voorwerp hebben uitgemaakt van facturen voor een totaalbedrag van 61860,41 € van september 2014 tot april 2015;

Overwegende dat deze bedragen betaald zullen worden na de goedkeuring van de huidige beraadslaging en van het ontwerp van dading door de toezichthoudende overheid;

Overwegende dat indien de gemeente het voorstel tot dading aanvaardt, de firma Initial Textiles afziet van elk rechtsgeding tegen de gemeente;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten alsook haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op artikel 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- Het voorstel van uiteindelijke dading opgenomen in bijlage bij de huidige beraadslaging goed te keuren;

- De facturen voor de prestaties van september 2014 tot april 2015 voor een totaalbedrag van 61860,41 € te betalen en de uitgave in te schrijven op artikelen 104/124-05 en 300/124-05 van de

gewone dienst van de begroting zodra de huidige beslissing goedgekeurd wordt door de hogere overheid;

- De uitgave voor de nalatigheidsintresten voor een bedrag van 1418,31 € in te schrijven op artikel 000/215-01 van de gewone dienst van de begroting;

- De uitgave voor de schadevergoeding voor een bedrag van 280 € in te schrijven op artikel 000/215-02 van de gewone dienst van de begroting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

NL APRIL 2015 voorstel tot uiteindelijke dading.doc, proposition de transaction avril 2015.doc, Correction Hemerijck.docx

Budget - Begroting

7 Finances – Budget 2015 - Modifications numéros 2 et 3 du service ordinaire et extraordinaire.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle Loi communale relatives à l'établissement des budgets communaux;

Vu les articles 15 et 16 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Considérant qu'il y'a lieu de modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2015 ;

DECIDE,

De modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2015 comme repris dans les tableaux ci-joints relatifs aux modifications budgétaires numéros 2 et 3.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 22 votes positifs, 8 votes négatifs.

Non : Monique Langbord, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Mostafa Bentaha, Christiane Defays, Mohammed Sebbahi, Axel Criquiélion, Laurent Hacken.

Financiën – Begroting 2015 - Wijzigingen nummers 2 en 3 van de gewone en buitengewone dienst.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de opmaak van de

gemeentebegrotingen;

Gelet op artikel 15 en 16 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Overwegende dat de gewone en buitengewone begroting 2015 gewijzigd dient te worden;

BESLIST,

De gewone en buitengewone begroting 2015 te wijzigen zoals opgenomen in de hierbijgevoegde tabellen betreffende de begrotingswijzigingen nummers 2 en 3.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 22 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

Nee : Monique Langbord, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Mostafa Bentaha, Christiane Defays, Mohammed Sebbahi, Axel Criquié lion, Laurent Hacken.

Par 22 voix contre 8 (Langbord, Mokhtari, Rongé, Bentaha, Defays, Sebbahi, Criquié lion et Hacken).

Met 22 stemmen tegen 8 (Langbord, Mokhtari, Rongé, Bentaha, Defays, Sebbahi, Criquié lion en Hacken).

1 annexe / 1 bijlage

MB 2 et 3 avec traduction.xls

Taxes - Belastingen

- 8 **Finances - Règlements-taxe - Taxe sur les spectacles et de divertissements organisés dans une salle permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité – Protocole.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 8 octobre 2013 d'approuver le règlement de taxe sur les spectacles et les divertissements organisés dans une salle permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité et notamment son article 4 ;

Considérant que selon l'article 4, §1 du Règlement taxe sur les spectacles accueillant plus de 500 spectateurs, Forest National doit présenter chaque année un protocole contenant et décrivant les mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre pour :

- Réduire de manière sensible les nuisances ou inconvénients que son activité est susceptible de provoquer sur le territoire notamment en termes de mobilité, nuisances sonores et propreté publique ;

- Améliorer l’empreinte environnementale de son activité ;

- S’inscrire dans des objectifs de développement durable ;

Considérant que les investissements importants réalisés en 2014 portaient principalement sur des aménagements intérieurs bénéfiques aux spectateurs mais surtout sur une mise aux normes de sécurité constituant des frais conséquents et obligatoires ;

Considérant que seule la Maison des Jeunes de Forest se manifeste comme association forestoise dans le cadre d’une collaboration avec Forest National.(Un parrainage consistant en un prêt de matériel et des subsides a apparemment eu lieu mais aucun détail sur cette collaboration ne se retrouve dans le protocole : convention, précisions sur une éventuelle intervention des jeunes, budget alloué, etc. ;)

Considérant que le protocole 2015 ne précise pas non plus si des contacts ont été pris pour inclure éventuellement le CPAS ou d’autres associations forestoises dans leur démarche de partenariats ;

Considérant qu’intégrer les riverains à l’organisation des évènements permettrait à ceux-ci de mieux saisir l’ampleur de l’organisation et les efforts réalisés par Forest National ;

Considérant que l’appel aux associations pour tenir les bars et autres rôles devrait se faire en priorité aux associations forestoises ;

Considérant que les nuisances sonores sont apparemment mieux prises en charge car aucune plainte n’a été enregistrée ;

Considérant que pour le volet propreté, une réelle collaboration a été mise en place avec le service propreté de la commune, bien que cela ne soit pas repris explicitement dans le protocole, mais que des efforts complémentaires devraient être déployés par Forest National ;

Considérant que le volet le plus problématique est celui de la mobilité, et ce sur plusieurs points :

- La seule initiative relevant de Forest National, à savoir les parkings de dissuasion mis à disposition pour les spectateurs est une démarche payante pour l’usager (5 euros) et aucune navette ne les amène à la salle. Ils doivent encore soit marcher soit prendre un transport en commun. Quant au parking Midi à 4 euros de l’heure, il ne constitue pas une véritable alternative car il coûte cher et l’usager doit encore prendre un tram, et finalement les spectateurs essayent donc de se garer en voirie ;

- Cette étude ne reprend pas les taux d’occupation des parkings en dehors des concerts afin que le Conseil Communal puisse juger de l’adéquation entre le nombre de places disponibles et l’usage de celles-ci par les spectateurs ;

- Aucune réelle proposition n’est faite pour la mise en place de mesures complémentaires ainsi que des recommandations visant à garantir l’adéquation entre le nombre de places disponibles et le fait que les spectateurs utiliseront, dans la pratique, la totalité des places disponibles sur ces parkings ;

- Rien dans l'étude ne reprend d'éventuelles analyses qualitatives (satisfaction tant des usagers qu'éventuellement des riverains). Il est pourtant essentiel de voir comment les mesures prises par Forest National sont perçues ;

- Le tableau des mesures éventuelles ne reprend aucun chiffre, aucun budget. Cela ne permet donc pas de déterminer quel est le réel investissement que Forest National est prêt à réaliser pour améliorer son impact sur la mobilité. Il est indiqué l'acteur qui doit intervenir pour chaque action. Mais quelles actions ont déjà fait l'objet de contacts éventuels avec la Région, la SNCB, la commune, rien n'est précisé. Peu d'actions dépendent uniquement de Forest National et donc la réelle probabilité que ces actions puissent voir le jour reste difficile à percevoir ;

- De plus, dans ses objectifs pour 2015, Forest National précise qu'il désire augmenter la proportion de spectacles familiaux et manifestations sportives. Ce type de spectacle amène un public familial qui fait le choix de l'utilisation de la voiture. Il est donc essentiel que Forest National gère cette nuisance de l'arrivée de véhicules en grand nombre aux alentours de leur infrastructure ;

- Les exploitants de Forest National estiment que gérer la mobilité n'est pas une source de revenus, que c'est un service apporté aux spectateurs au bénéfice de la collectivité alors qu'il s'agit en réalité d'une gestion qui s'impose aux gestionnaires de la salle car c'est la principale nuisance engendrée par leur activité. La gestion d'une nuisance ne se fait pas en promouvant uniquement les initiatives existantes mises en service par d'autres. Aucune mention n'est faite des différentes navettes qui pourraient amener les spectateurs à la salle depuis les différents parkings proposés. C'est l'une des initiatives réelles et concrètes prises en charge par Forest National qui disparaît et n'est éventuellement que suggérée pour le parking CYTEC et Ruisbroek ;

Considérant que Forest National se trompe dans son analyse, son objectif pour le volet mobilité ne doit pas être principalement et uniquement de démotiver les véhicules privés mais de les gérer ;

Considérant que de plus, il est indiqué que Forest National aimerait augmenter sa capacité d'accueil en passant de 8.400 places à 10.800 places, que cela est problématique sachant que déjà actuellement l'exploitation de la salle entraîne des désagréments importants ;

Considérant qu'en date du 21 avril 2015, les exploitants de la salle, accompagnés par un consultant spécialisé en matière de mobilité ont exposé et expliqué devant les membres de la Commission Réunie du Conseil Communal les mesures intervenues en vue d'atténuer les nuisances subies par les riverains et qu'ainsi on peut considérer que le protocole 2015 s'inscrit dans le respect de ses engagements.

Vu la décision du Conseil du 24 juin 2014 d'approuver le protocole 2014 mais précisant que les protocoles 2015 et suivants seraient approuvés sous la stricte condition que l'exploitant fournisse les preuves d'avoir respecté ses engagements ;

DECIDE,

D'approuver le Protocole 2015 relatif à la salle de spectacles de Forest National établi dans le cadre du règlement de taxe sur les spectacles et divertissements adopté par le conseil communal en séance du 08 octobre 2013, entendu cependant que le Conseil Communal se montrera très attentif sur la mise en

œuvre des mesures réalisées dans le cadre du protocole 2016. La commune insiste pour que Forest National s'inscrive dans le processus d'obtention du label "Entreprise écodynamique" décerné par Bruxelles-Environnement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 24 votes positifs, 6 abstentions.

Abstentions : Monique Langbord, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Mostafa Bentaha, Christiane Defays, Axel Criquiélon.

Financiën - Belastingreglementen - Belasting op de vertoningen en vermakelijkheden georganiseerd in een zaal die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters er zich toe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteiten te beperken - Protocol.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 8 oktober 2013 om het belastingreglement op de vertoningen en vermakelijkheden georganiseerd in een zaal die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters er zich toe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteiten te beperken en inzonderheid artikel 4 goed te keuren;

Overwegende dat, volgens artikel 4, §1 van het Belastingreglement op de vertoningen die meer dan 500 toeschouwers onthalen, Vorst Nationaal elk jaar een protocol moet voorleggen waarin de kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen vermeld en beschreven worden die het belooft uit te voeren om :

- De hinder of ongemakken die zijn activiteit kan veroorzaken op het grondgebied ondermeer inzake mobiliteit, geluidshinder en openbare netheid gevoelig te beperken;
- De ecologische voetafdruk van zijn activiteit te verbeteren;
- Zich aan te sluiten bij de doelstellingen van duurzame ontwikkeling;

Overwegende dat de belangrijke investeringen uitgevoerd in 2014 voornamelijk betrekking hadden op inrichtingswerken aan de binnenkant ten gunste van de toeschouwers maar vooral op de aanpassing aan de veiligheidsnormen wat aanzienlijke maar verplichte kosten met zich meebracht;

Overwegende dat alleen het jeugdhuis van Vorst zich uit als Vorstse vereniging in het kader van een samenwerking met Vorst Nationaal. (Er heeft blijkbaar een peterschap plaatsgevonden bestaande uit een ontlening van materiaal en subsidies maar in het protocol is geen enkel detail over deze samenwerking terug te vinden : overeenkomst, verduidelijkingen over een eventuele tussenkomst van de jongeren, toegekend budget, enz.;

Overwegende dat het protocol 2015 ook niet verduidelijkt of er contact opgenomen werd om eventueel het OCMW of andere Vorstse verenigingen op te nemen in hun zoektocht naar partners;

Overwegende dat het integreren van de buurtbewoners bij de organisatie van de evenementen deze in

staat zou stellen om beter de omvang van de organisatie en de inspanningen geleverd door Vorst Nationaal te begrijpen;

Overwegende dat de oproep aan de verenigingen om de bar open te houden en andere rollen op te nemen met voorrang gericht moet worden aan de Vorstse verenigingen;

Overwegende dat de geluidsoverlast blijkbaar in goede banen geleid wordt want er werd geen enkele klacht ingediend;

Overwegende dat voor het luik netheid een echte samenwerking opgezet werd met de dienst netheid van de gemeente, hoewel dit niet expliciet vermeld wordt in het protocol, maar dat er nog bijkomende inspanningen door Vorst Nationaal nodig zijn;

Overwegende dat het meest problematische luik de mobiliteit betreft, en dit op meerdere vlakken :

- Het enige initiatief dat uitgaat van Vorst Nationaal, namelijk de tranistparking die ter beschikking wordt gesteld van de toeschouwers, is betalend voor de gebruikers (5 euro) en er is geen pendeldienst die ze naar de zaal brengt. Ze moeten dus nog stappen of het openbaar vervoer nemen. De parking Zuid aan 4 euro per uur vormt geen echt alternatief want het is duur en de gebruiker moet nog een tram nemen, en uiteindelijk proberen de toeschouwers zich dus te parkeren op de openbare weg;

- Deze studie vermeldt de bezettingsgraad van de parkings buiten de concerten niet opdat de Gemeenteraad zou kunnen oordelen over de afstemming tussen het aantal beschikbare plaatsen en het gebruik ervan door de toeschouwers;

- Er wordt geen enkel echt voorstel gedaan voor het opzetten van bijkomende maatregelen alsook voor aanbevelingen die erop gericht zijn een waarborg te geven voor de afstemming tussen het aantal beschikbare plaatsen en het feit dat de toeschouwers in de praktijk alle beschikbare plaatsen op deze parkings zullen gebruiken;

- Niets in de studie vermeldt eventuele kwalitatieve analyses (voldoening van zowel de gebruikers als eventueel van de buurtbewoners). Het is nochtans van essentieel belang te zien hoe de maatregelen genomen door Vorst Nationaal ingeschat worden;

- De tabel met de mogelijke maatregelen vermeldt geen enkel cijfer, noch budget. Dit maakt het dus niet mogelijk te bepalen wat de echte investering is die Vorst Nationaal bereid is uit te voeren om zijn impact op de mobiliteit te verbeteren. Er wordt melding gemaakt van de acteur die moet tussenkomen bij elke actie. Maar welke acties hebben reeds het voorwerp uitgemaakt van mogelijke contacten met het Gewest, de NMBS, de gemeente, daarover wordt niets gezegd. Weinig acties hangen uitsluitend af van Vorst Nationaal en dus blijft de echte waarschijnlijkheid dat deze acties het daglicht zullen zien, moeilijk in te schatten;

- Bovendien preciseert Vorst Nationaal, in zijn doelstellingen voor 2015, dat het de verhouding aan voorstellingen voor gezinnen en sportevenementen wenst te verhogen. Het doelpubliek van dit type van voorstellingen zijn gezinnen die ervoor kiezen om met de wagen te komen. Het is dus van essentieel belang dat Vorst Nationaal deze overlast van de komst van een groot aantal voertuigen in de

omgeving van hun infrastructuur beheert;

- De uitbaters van Vorst Nationaal menen dat mobiliteitsbeheer geen bron van inkomsten is, dat het een dienst voor de toeschouwers is ten gunste van de collectiviteit terwijl het in werkelijkheid gaat om een beheer dat opgelegd wordt aan de beheerders van de zaal want het is de voornaamste bron van overlast veroorzaakt door hun activiteiten. Overlast wordt niet beheerd door alleen de bestaande initiatieven opgezet door anderen te promoten. Er wordt geen enkele melding gemaakt van de verschillende pendeldiensten die de toeschouwers naar de zaal zouden kunnen brengen vanuit de verschillende voorgestelde parkings. Het is één van de echte en concrete initiatieven genomen door Vorst Nationaal dat verdwijnt en eventueel alleen geopperd wordt voor de parking CYTEC en Ruisbroek;

Overwegende dat Vorst Nationaal zich vergist in zijn analyse, zijn doelstelling voor het luik mobiliteit moet er niet voornamelijk en uitsluitend in bestaan de private voertuigen te weren maar ze te beheren;

Overwegende dat er bovendien aangegeven wordt dat Vorst Nationaal zijn onthaalcapaciteit wenst te verhogen van 8.400 plaatsen naar 10.800 plaatsen, dat dit problematisch is wetende dat de uitbating van de zaal nu reeds aanzienlijke overlast met zich meebrengt;

Overwegende dat op 21 april 2015 de uitbaters van de zaal, vergezeld van een consultant gespecialiseerd in mobiliteit, voor de leden van de Verenigde Commissie van de Gemeenteraad de getroffen maatregelen hebben uiteengezet en uitgelegd die erop gericht zijn de hinder voor de buurtbewoners te verzachten en dat men dus kan beschouwen dat het protocol 2015 kadert binnen de naleving van hun verbintenissen.

Gelet op de beslissing van de Raad van 24 juni 2014 tot goedkeuring van het protocol 2014 maar waarin verduidelijkt wordt dat de protocols 2015 en volgende slechts goedgekeurd zullen worden onder de strikte voorwaarde dat de uitbater de bewijzen levert dat hij zijn verbintenissen is nagekomen;

BESLIST,

Het Protocol 2015 betreffende de vertoningszaal van Vorst Nationaal opgesteld in het kader van het belastingreglement op de vertoningen en gemakkelikheden aangenomen door de gemeenteraad in zitting van 8 oktober 2013 goed te keuren, met dien verstande dat de Gemeenteraad echter veel aandacht zal besteden aan de uitvoering van de maatregelen getroffen in het kader van het protocol 2016. De gemeente dringt erop aan dat Vorst Nationaal deelneemt aan het proces om het label "Ecodynamische onderneming" te verkrijgen dat toegekend wordt door Leefmilieu Brussel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 24 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

Onthoudingen : Monique Langbord, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Mostafa Bentaha, Christiane Defays, Axel Criquié lion.

Le MR s'abstient car il trouve que le protocole ne va pas assez loin et parce qu'il est difficile d'évaluer si FN rencontre les objectifs fixés. Il espère que pour l'année prochaine, on prévoit les

moyens pour évaluer les résultats des actions mis en œuvre.

Par 24 voix et 6 abstentions (Langbord, Mokhtari, Rongé, Bentaha, Defays et Criquelion).

De groep MR onthoudt zich omdat ze vinden dat dit protocol niet ver genoeg gaat en omdat het moeilijk is om te evalueren of FN zijn vooropgestelde objectieven bereikt. Ze hopen dat er volgend jaar middelen zullen voorzien worden om de resultaten van de acties die ondernomen werden te evalueren.

Met 24 stemmen en 6 onthoudingen (Langbord, Mokhtari, Rongé, Bentaha, Defays en Criquelion).

Cultes : Tutelle financière - Erediensten : Financieel toezicht

9 Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Curé d'Ars - Compte 2014.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2014 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Curé d'Ars, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	6.341,77 €	525,19 €	6.866,96 €
DEPENSES	5.739,38 €	-	5.739,38 €

EXCEDENT : 1.127,58 €

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2014 de la Fabrique de l'église Saint-Curé d'Ars.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars - Rekening 2014.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2014 van de kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars, als volgt vastgesteld door de Kerkraad :

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	6.341,77 €	525,19 €	6.866,96 €
UITGAVEN	5.739,38 €	-	5.739,38 €

OVERSCHOT : 1.127,58 €

BESLIST :

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2014 van de kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Vote: Les groupes PS, Ecolo, FDF, MR et Monsieur Rongé (indépendant) suivent l'avis de l'administration, à savoir: avis défavorable, le groupe cdH émet un avis favorable.

Stemming: De groepen PS, Ecolo, FDF, MR en de heer Rongé (onafhankelijke) volgen het advies van de administratie, hetzij een ongunstig advies, de groep CdH geef een gunstig advies.

1 annexe / 1 bijlage

Compte_2014-St-Curé-d'Ars.pdf

10 Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Augustin - Compte 2014.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2014 de la Fabrique de l'église Saint-Augustin, arrêté comme suit par le Conseil de

Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	27.830,58 €	9.880,19 €	37.710,77 €
DEPENSES	36.307,10 €	-	36.307,10 €

EXCEDENT: 1.403,76 €

Attendu que l'examen du compte donne lieu à l'observation suivante:

Un montant de 6.013,67 € a été inscrit à l'article 49 (régularisation solde financier) par le trésorier afin que le solde du compte 2014 corresponde à la réalité du solde de l'extrait bancaire ;

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2014 de la Fabrique de l'église Saint-Augustin.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Augustinus - Rekening 2014.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening van 2014 van de kerkfabriek Sint-Augustinus, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	27.830,58 €	9.880,19 €	37.710,77 €
UITGAVEN	36.307,10 €	-	36.307,10 €

OVERSCHOT: 1.403,76 €

Overwegende dat het onderzoek van de rekening aanleiding geeft tot de volgende opmerking:

Een bedrag van 6.013,67 € werd door de schatbewaarder ingeschreven op artikel 49 (regularisatie financieel saldo) opdat het saldo van de rekening 2014 zou overeenkomen met het echte saldo van het bankuittreksel;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2014 van de kerkfabriek Sint-Augustinus.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Vote: Les groupes PS, Ecolo, FDF, MR et Monsieur Rongé (indépendant) suivent l'avis de l'administration, à savoir: avis défavorable, le groupe cdH émet un avis favorable.

Stemming: De groepen PS, Ecolo, FDF, MR en de heer Rongé (onafhankelijke) volgen het advies van de administratie, hetzij een ongunstig advies, de groep cdH geef een gunstig advies.

1 annexe / 1 bijlage

Compte_2014_St-Augustin.pdf

11 Finances - Fabrique de l'Eglise Sainte Marie Mère de Dieu - Compte 2014.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2014 de la Fabrique de l'Eglise Sainte Marie Mère de Dieu, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	4.759,52 €	40.365,90 €	45.125,42 €
DEPENSES	4.878,88 €	39.482,30 €	44.361,18 €

EXCEDENT : 764,24 €

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2014 de la Fabrique de l'Eglise Sainte Marie Mère de Dieu.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods - Rekening 2014.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2014 van de kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	4.759,52 €	40.365,90 €	45.125,42 €
UITGAVEN	4.878,88 €	39.482,30 €	44.361,18 €

OVERSCHOT: 764,24 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2014 van de kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Vote: Les groupes PS, Ecolo, FDF, MR et Monsieur Rongé (indépendant) suivent l'avis de l'administration, à savoir: avis défavorable , le groupe cdH émet un avis favorable.

Stemming: De groepen PS, Ecolo, FDF, MR en de heer Rongé (onafhankelijke) volgen het advies van de administratie, hetzij een ongunstig advies, de groep cdH geef een gunstig advies.

1 annexe / 1 bijlage

Compte_2014-St-Marie-MdeDieu.pdf

12 Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue - Compte 2014.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 7 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2014 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	6.915,45 €	5.770,24 €	12.685,69 €
DEPENSES	12.280,38 €	4.670,44 €	16.950,82 €

DEFICIT - 4.265,13 €

Attendu que l'examen du compte donne lieu aux observations suivantes:

Considérant que pour certains exercices précédents, la trésorière Mme Alvès a prétendu avoir déposé les pièces comptables dans la boîte communale mais que jamais rien n'y a été trouvé ;

Considérant que ces pièces sont primordiales à la bonne gestion comptable de la Fabrique d'église et que donc l'autorité de tutelle communale a demandé à la fabrique d'église de présenter toutes les pièces justificatives sous peine de ne plus se voir accorder d'intervention dans leurs budgets ;

Considérant que Monsieur Birot, trésorier ad interim, a collationné les informations, pour la troisième année consécutive, afin de rédiger le compte 2014 de la fabrique d'église Saint-Antoine de Padoue ;

Considérant qu'aucun décompte chiffré explicatif, ni aucun extrait de compte n'a été remis en annexe du compte 2014 ;

Considérant qu'il est fait mention manuscrite sur les factures remises à des références concernant visiblement d'autres factures existantes (non remises), il est logique d'en déduire que diverses factures sont manquantes ;

Considérant que toute une série de factures concernant la fourniture de gaz relatives à la cure (rue des Moines) datent de 2013 et que nous ne sommes plus en possession des pièces comptables du compte 2013, elles seront prises en considération dans le compte 2014, suivant la déclaration du trésorier ;

Considérant ce qui est repris plus haut (à savoir l'obligation de remettre toutes les pièces justificatives du compte - ce qui n'a plus été fait pour la Fabrique d'église Saint-Antoine de Padoue depuis 2009) et que dès lors l'autorité de tutelle communale décide de se baser sur les documents remis effectivement avec le compte 2014 ;

Considérant les erreurs d'addition et les manques de justificatifs concernant l'article 18 des recettes ordinaires et les articles 6, 27, 50 et 61 des dépenses ordinaires, le solde du compte 2014 est de - 2.939,92 € ;

Considérant les soucis rencontrés par la Fabrique d'église concernant la gestion journalière de la trésorerie, la remise des comptes (et pièces comptables) ainsi que la remise des budgets depuis ces dernières années ;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du compte 2014 de la Fabrique de l'église Saint-

Antoine de Padoue ;

D'attirer l'attention sur l'importance du respect de l'article 6 de la loi sur le temporel des cultes, à savoir :

4 MARS 1870 - Loi sur le temporel des cultes.

Art 6 - Le compte de la fabrique est transmis par le conseil de fabrique avant le 10 avril, en quadruple expédition, avec toutes les pièces justificatives, au conseil communal, qui en délibère dans sa plus prochaine séance;

D'attirer l'attention des différentes autorités de tutelle (régionales et ecclésiastiques) sur le manque de transparence de la comptabilité de la fabrique d'église de ces dernières années.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua - Rekening 2014.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 7 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2014 van de kerkfabriek Sint-Antonius van Padua, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	6.915,45 €	5.770,24 €	12.685,69 €
UITGAVEN	12.280,38 €	4.670,44 €	16.950,82 €

TEKORT: - 4.265,13 €

Overwegende dat het onderzoek van de rekening aanleiding geeft tot de volgende opmerkingen:

Overwegende dat voor bepaalde voorgaande jaren de schatbewaarder Mevr. Alvès beweerd heeft dat ze de boekhoudkundige stukken in de gemeentebrievbus gestoken heeft maar dat hier nooit iets gevonden werd;

Overwegende dat deze stukken uiterst belangrijk zijn voor het goede beheer van de boekhouding van de kerkfabriek en dat de gemeentelijke toezichhoudende overheid bijgevolg aan de kerkfabriek gevraagd heeft om alle bewijsstukken voor te leggen op straffe van afschaffing van de tussenkomst in hun begrotingen;

Overwegende dat de heer Birot, schatbewaarder ad interim, de inlichtingen voor het derde opeenvolgende jaar verzameld heeft, om de rekening 2014 van de kerkfabriek Sint-Antonius van Padua op te stellen;

Overwegende dat er geen enkele becijferde toelichtende afrekening, noch enig rekeninguittreksel overgemaakt werd in bijlage bij de rekening 2014;

Overwegende dat er handgeschreven nota's staan op de overgemaakte facturen en dat die duidelijk verwijzen naar andere bestaande facturen (niet overgemaakt); het is dus logisch hieruit af te leiden dat er verschillende facturen ontbreken;

Overwegende dat een hele reeks facturen betreffende gasleveringen aan de pastorie (Monnikenstraat) dateren van 2013 en dat we niet meer in het bezit zijn van de boekhoudkundige stukken van de rekening 2013; er zal dus rekening mee gehouden worden in de rekening 2014, volgens de aangifte van de schatbewaarder;

Overwegende de hierboven vermelde informatie (namelijk de verplichting om alle bewijsstukken van de rekening over te maken – wat niet meer gedaan werd voor de kerkfabriek Sint-Antonius van Padua sinds 2009) en dat de gemeentelijke toezichhoudende overheid bijgevolg beslist zich te baseren op de documenten die effectief werden ingediend met de rekening 2014;

Overwegende de optelfouten en het gebrek aan bewijsstukken met betrekking tot artikel 18 van de gewone ontvangsten en artikelen 6, 27, 50 en 61 van de gewone uitgaven, bedraagt het saldo van de rekening 2014 - 2.939,92 €;

Overwegende de problemen van de kerkfabriek met het dagelijkse beheer van de schatkist, het overmaken van de rekeningen (en boekhoudkundige stukken) alsook het overmaken van de begrotingen sinds deze laatste jaren;

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2014 van de kerkfabriek Sint-Antonius van Padua;

De aandacht te vestigen op het belang van de naleving van artikel 6 van de wet op de temporalien van de erediensten, namelijk :

4 MAART 1870. - Wet op het tijdelijke der eerediensten.

Art 6 - De rekening van het kerkbestuur wordt vóór den 10 april, door den bestuurraad, in vierdubbel afschrift, met al de bewijsstukken, door den bestuurraad overgemaakt aan het gemeentebestuur, dat er in zijne naaste zitting over beraadslaagt;

De aandacht van de verschillende toezichhoudende (gewestelijke en kerkelijke) instanties te vestigen op het gebrek aan transparantie van de boekhouding van de kerkfabriek in deze laatste jaren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Vote: Les groupes PS, Ecolo, FDF, MR et Monsieur Rongé (indépendant) suivent l'avis de l'administration, à savoir: avis défavorable, le groupe cdH émet un avis favorable.

Stemming: De groepen PS, Ecolo, FDF, MR en de heer Rongé (onafhankelijke) volgen het advies van de administratie, hetzij een ongunstig advies, de groep cdH geef een gunstig advies.

1 annexe / 1 bijlage

Compte_2014_St-AntoinePADOUE.pdf

13 Finances - Fabrique de l'Eglise du Saint Pie X - Compte 2014.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2014 de la Fabrique de l'Eglise Saint Pie X, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	16.154,59 €	2.566,33 €	18.720,92 €
DEPENSES	15.681,52 €	-	15.681,52 €

EXCEDENT: 3.039,40 €

Attendu que l'examen du compte donne lieu à l'observation suivante:

- le total général des dépenses s'élève à 15.381,52 € suite à une erreur de retranscription des montants aux articles 6 a & b des dépenses ordinaires;

- l'excédent mentionné est donc de 3.339,40 € (au lieu de 3.039,40 €);

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2014 de la Fabrique de l'église Saint Pie X.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van de Heilige Pius X - Rekening 2014.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalieën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening van 2014 van de kerkfabriek van de Heilige Pius X, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	16.154,59 €	2.566,33 €	18.720,92 €
UITGAVEN	15.681,52 €	-	15.681,52 €

OVERSCHOT: 3.039,40 €

Overwegende dat het onderzoek van de rekening aanleiding geeft tot de volgende opmerking:

- het algemene totaal van de uitgaven bedraagt 15.381,52 € als gevolg van een fout bij het overschrijven van de bedragen op artikelen 6 a & b van de gewone uitgaven;

- het vermelde overschot bedraagt dus 3.339,40 € (in plaats van 3.039,40 €);

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2014 van de kerkfabriek van de Heilige Pius X.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Vote: Les groupes PS, Ecolo, FDF, MR et Monsieur Rongé (indépendant) suivent l'avis de l'administration, à savoir: avis défavorable, le groupe cdH émet un avis favorable.

Stemming: De groepen PS, Ecolo, FDF, MR en de heer Rongé (onafhankelijke) volgen het advies van de administratie, hetzij een ongunstig advies, de groep cdH geef een gunstig advies.

1 annexe / 1 bijlage

Compte_2014_St-PieX.pdf

14 Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue - Budget 2015.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant

sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2015 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	13.640,83 €	118.684,17 €	132.325,00 €
DEPENSES	22.325,00 €	110.000,00 €	132.325,00 €

EQUILIBRE

Considérant toutefois que nous sommes en possession du compte 2014 dont le résultat est connu (déficit de 2.939,92), il y a lieu de corriger l'article 20 des recettes extraordinaires (doit être égal à 0), et d'inscrire 2.939,92 € à l'article 51 des dépenses extraordinaires ;

Considérant le montant de 100.000,00 € inscrit (au budget 2015 de la Fabrique d'église) aux articles 25 des recettes (subside extraordinaire) et 56 des dépenses (grosses réparations) qui représentent les frais de mission d'architecte pour la toiture et l'évacuation des eaux ;

Considérant qu'un montant de 100.000,00 € a été inscrit au budget communal 2015 à l'article 790/635-51 par monsieur Mannès suite à sa vérification de l'état des lieux.

Ce montant de 100.000,00 € sera réparti entre les communes de Forest (58,85 %) et de Saint-Gilles (41,15 %) ;

Considérant que la dépense pour la réfection de la toiture est estimée à 500.000,00 €, qui serait prise en charge par les communes de Forest (58,85 %) et de Saint-Gilles (41,15 %) ;

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de 17.264,92 € pour les frais ordinaires du culte. La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à 17.264,92 € x 58,85 % = 10.160,41 € ;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2015 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue;

De prendre acte des dépenses de 100.000,00 € concernant les frais de mission d'architecte pour la toiture et l'évacuation des eaux et de 500.000,00 € pour la réfection de la toiture. Le montant de ces travaux sera réparti entre les communes de Forest (58,85 %) et Saint-Gilles (41,15 %).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 28 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Mohammed Sebbahi, Laurent Hacken.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua - Begroting 2015.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2015 van de Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua, als volgt vastgesteld door de Kerkraad :

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	13.640,83 €	118.684,17 €	132.325,00 €
UITGAVEN	22.325,00 €	110.000,00 €	132.325,00 €

EVENWICHT

Overwegende dat we evenwel in het bezit zijn van de rekening 2014 waarvan het saldo gekend is (tekort van 2.939,92 €), moet artikel 20 van de buitengewone ontvangsten verbeterd worden (moet gelijk zijn aan 0), en moet er 2.939,92 € ingeschreven worden op artikel 51 van de buitengewone uitgaven;

Overwegende het bedrag van 100.000,00 € ingeschreven (in de begroting 2015 van de kerkfabriek) op artikel 25 van de ontvangsten (buitengewone subsidie) en op artikel 56 van de uitgaven (grote herstellingen) dat de kosten vertegenwoordigt van de opdracht van architect voor het dak en de waterafvoer;

Overwegende dat een bedrag van 100.000,00 € ingeschreven werd in de gemeentelijke begroting 2015 op artikel 790/635-51 door de heer Mannès volgend op zijn nazicht van de plaatsbeschrijving. Dit bedrag van 100.000,00 € zal verdeeld worden tussen de gemeenten Vorst (58,85 %) en Sint-Gillis (41,15 %);

Overwegende dat de uitgave voor de herstelling van het dak geraamd wordt op 500.000,00 €, die ten laste genomen zouden worden door de gemeenten Vorst (58,85 %) en Sint-Gillis (41,15 %);

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van 17.264,92 € voor de gewone kosten van de eredienst. Het deel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt $17.264,92 \text{ €} \times 58,85\% = 10.160,41 \text{ €}$;

BESLIST :

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2015 van de Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua;

Akte te nemen van de uitgaven van 100.000,00 € voor de kosten van de opdracht van architect voor het dak en de waterafvoer en van een bedrag van 500.000,00 € voor de herstelling van het dak. Het bedrag van deze werken zal verdeeld worden tussen de gemeenten Vorst (58,85 %) en Sint-Gillis (41,15 %).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 28 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Mohammed Sebbahi, Laurent Hacken.

Vote: Les groupes PS, Ecolo, FDF, MR et Monsieur Rongé (indépendant) suivent l'avis de l'administration, à savoir: avis défavorable, le groupe cdH émet un avis favorable.

Par 28 voix contre 2 (Sebbahi et Hacken).

Stemming: De groepen PS, Ecolo, FDF, MR en de heer Rongé (onafhankelijke) volgen het advies van de administratie, hetzij een ongunstig advies, de groep cdH geef een gunstig advies.

Met 28 stemmen tegen 2 (Sebbahi en Hacken).

1 annexe / 1 bijlage

Budget_2015_St-AntoinePADOUE.pdf

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

- 15 **Marchés Publics - 2015-T-013 - Fourniture et placement de six volets: Centre technique et Petit palais des sports - Mode de passation - Application de l'article 234, al. 3 de la NLC – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que ses arrêtés d'application ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 16 avril 2015 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « 2015-T-013 - Fourniture et placement de six volets: Centre technique et Petit palais des sports», conformément à l'article 26, § 1, 1° a de la loi du 15 juin 2006 ;

Considérant que la dépense relative à ce marché est estimée à 40.000,00 € TTC et est disponible aux articles budgétaires 138/724-60/03 (centre technique: 30.000,00 €) et 764/724-60/26 (petit palais des sports: 10.000,00 €) du service extraordinaire du budget 2015;

Considérant que conformément à l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, le conseil communal doit être informé des décisions prises par le collège des bourgmestre et échevins, en matière du choix du mode de passation des marchés publics, traités par procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1° a de la loi du 15 juin 2006 ;

DECIDE (sous réserve d'approbation du budget 2015 par l'autorité de Tutelle):

Art 1 : De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 16 avril 2015, décidant :

- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « 2015-T-013 - Fourniture et placement de six volets: Centre technique et Petit palais des sports», conformément à l'article 26, § 1, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
- de faire application de l'article 234, alinéa 3 de la NLC ;
- d'inscrire la dépense de 40.000,00 € TTC, aux articles budgétaires 138/724-60/03 (centre technique: 30.000,00 €) et 764/724-60/26 (petit palais des sports: 10.000,00 €) du service extraordinaire du budget 2015;
- de financer la dépense par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2015-T-013 - Levering en plaatsing van zes poorten : Technisch centrum en Klein Sportpaleis - Gunningswijze - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten evenals haar toepassingsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3^{de} lid van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 16 april 2015 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht " 2015-T-013 - Levering en plaatsing van zes poorten : Technisch centrum en Klein Sportpaleis", overeenkomstig artikel 26, § 1, 1° a van de wet van 15 juni 2006;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht geraamd wordt op 40.000,00 €, alle belastingen inbegrepen, en beschikbaar is op begrotingsartikelen 138/724-60/03 (Technisch centrum: 30.000,00 €) en 764/724-60/26 (Klein Sportpaleis: 10.000,00 €) van de buitengewone dienst van de begroting 2015;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234, 3^{de} lid van de nieuwe gemeentewet, de gemeenteraad op de hoogte gebracht moet worden van de beslissingen die door het college van burgemeester en

schepenen worden genomen inzake de keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten die behandeld worden via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 26, § 1, 1° a van de wet van 15 juni 2006;

BESLIST (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2015 door de toezichthoudende overheid):

Art. 1 : Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 16 april 2015, waarin beslist werd om:

- te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « 2015-T-013 - Levering en plaatsing van zes poorten : Technisch centrum en Klein Sportpaleis », conform artikel 26, § 1, 1° a van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;
- artikel 234, 3^{de} lid van de NGW toe te passen;
- de uitgave van 40.000,00 €, alle belastingen inbegrepen, in te schrijven op artikelen 138/724-60/03 (Technisch centrum: 30.000,00 €) en 764/724-60/26 (Klein Sportpaleis: 10.000,00 €) van de buitengewone dienst van de begroting 2015;
- de uitgave te financieren door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

16 **Marchés Publics - Rénovation des trottoirs - 2015-T-016 - Approbation des conditions et du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2 §1 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant qu'il est indispensable de renouveler les trottoirs dans différentes voiries de la commune de Forest, étant donné la vétusté de ceux-ci ;

Vu le cahier spécial des charges N° 2015-T-016 relatif au marché "Rénovation des trottoirs" établi par

le Service Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 300.000,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015, et sera financé par un emprunt ;

DECIDE (sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de Tutelle):

Art 1er : D'approuver le cahier spécial des charges N° 2015-T-016 et le montant estimé du marché "Rénovation des trottoirs", établis par le Service Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 300.000,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises ;

Art 2 : De choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

Art 3 : De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Art 4 : D'inscrire la dépense à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015 ;

Art 5 : De financer la dépense par un emprunt ;

Art 6 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten - Renovatie van de voetpaden - 2015-T-016 - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in

de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2 §1 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de voetpaden op verschillende wegen van de gemeente Vorst te hernieuwen, gezien de verouderde staat ervan;

Gelet op het bijzondere bestek met nr. 2015-T-016 betreffende de opdracht “Renovatie van de voetpaden” opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 300.000,00 €, 21% BTW en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015, en gefinancierd zal worden door een lening;

BESLIST (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid):

Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan het bijzondere bestek met nr. 2015-T-016 en de raming van de opdracht “Renovatie van de voetpaden”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzondere bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 300.000,00 €, 21% BTW en prijsherziening inbegrepen;

Art 2 :Te kiezen voor de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze van de opdracht;

Art 3 : Het standaard publicatieformulier in te vullen en bekend te maken op nationaal niveau;

Art 4 : De uitgave in te schrijven op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015;

Art 5 : De uitgave te financieren door een lening;

Art 6 : Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Monsieur Hacken veut connaître la liste des rues prévues aujourd'hui, même s'il est conscient que cela peut évoluer selon les nécessités (imprévus).

Monsieur Loewenstein cite les rues où les trottoirs vont être rénovés mais il insiste pour dire qu'il faut aussi voir ce qui a été exécuté en 2014 et ce qui nécessite un report : Roosendael, Berthelot, Lisala, Mont Kemmel. Il explique que les 300.000 € permettent la rénovation de 4000 m² et qu'on prévoit plus de rues qu'on peut exécuter, ceci pour avoir une certaine souplesse. Il insiste pour dire que ceci n'est qu'un planning et qu'il faut un temps certain pour exécuter.

De heer Hacken wil de lijst kennen van de straten die gepland zijn, zelfs al is hij er zich van bewust dat dit naargelang de noodwendigheden kan evalueren (onvoorziene omstandigheden).

De heer Loewenstein somt de straten op maar hij herhaalt dat men ook moet rekening houden met wat er in 2014 werd vernieuwd en wat moet overgedragen worden : Roosendael, Berthelot, Lisala, Kemmelberg. Hij legt uit dat men met de 300.000 € ongeveer 4000 m² kan vernieuwen en dat men meer straten voorziet dan men kan uitvoeren, dit om een zekere souplesse te hebben. Hij wijst er ook op dat het slechts een planning is en dat men een zekere tijd nodig heeft voor de uitvoering.

17 **Marchés publics - 2015-T-015 - Remise en état de l'asphaltage de voiries communales - Programme 2015 - Approbation des conditions et du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2;

Considérant que suite aux intempéries hivernales, les revêtements asphaltiques et voiries forestoises sont très endommagés et posent problèmes au niveau de la sécurité de la circulation automobile;

Vu le cahier spécial des charges N° 2015-T-015 relatif au marché "Remise en état de l'asphaltage de voiries communales- Programme 2015" établi par le Service Travaux Publics;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 150.262,95 € hors TVA et hors révision, soit 200.000,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015, et sera financé par un emprunt à charge de la commune;

DECIDE (sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de Tutelle) :

Art 1^{er}: D'approuver le cahier spécial des charges N° 2015-T-015 et le montant estimé du marché "Remise en état de l'asphaltage de voiries communales- Programme 2015", établis par le Service Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 150.262,95 € hors TVA et hors révision, soit 200.000,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises;

Art 2: De choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché;

Art 3: De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national;

Art 4 : D'inscrire la dépense à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015 pour un montant de 200.000,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises;

Art 5: De financer cette dépense par un emprunt à charge de la commune;

Art 6: De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2015-T-015 - Herstelling van het asfalt van gemeentewegen - Programma 2015 - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen,

inzonderheid artikel 5, § 2;

Overwegende dat als gevolg van de strenge winters de asfaltbekledingen en Vorstse wegen zwaar beschadigd zijn en problemen stellen voor de veiligheid van het wegverkeer;

Gelet op het bijzondere bestek met nr. 2015-T-015 betreffende de opdracht “Herstelling van het asfalt van gemeentewegen - Programma 2015” opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat het totale bedrag van deze opdracht wordt geraamd op 150.262,95 € excl. BTW en prijsherziening, hetzij 200.000,00 €, 21% BTW en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015, en gefinancierd zal worden door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid) :

Art 1: Goedkeuring te verlenen aan het bijzondere bestek met nr. 2015-T-015 en de raming van de opdracht “Herstelling van het asfalt van gemeentewegen - Programma 2015”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzondere bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 150.262,95€ excl. BTW en prijsherziening, hetzij 200.000,00 €, 21% BTW en prijsherziening inbegrepen;

Art 2: Te kiezen voor de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze van de opdracht;

Art 3: Het standaard publicatieformulier in te vullen en bekend te maken op nationaal niveau;

Art 4: De uitgave in te schrijven op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015 voor een bedrag van 200.000,00 €, 21% BTW en prijsherziening inbegrepen;

Art 5: Deze uitgave te financieren door een lening ten laste van de gemeente;

Art 6: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Monsieur Hacken pose la même question que pour le point 16, avec les mêmes précautions d’usage.

Monsieur Loewenstein cite les rues : Mozart, Roosendael, Charme, Melon, Verrerie, Berthelot , Mont Kemmel et Toinon.

De heer Hacken stelt dezelve vraag als voor punt 16, met dezelve voorzichtheid die geboden is. De heer Loewenstein somt de straten op : Mozart, Roosendael, Charme, Melon, Verrerie, Berthelot , Kemmelberg en Toinon.

18 Marchés Publics - 2015-F-014 – Fourniture et placement d’une chaudière, rue de Belgrade 78 à 1190 Forest - Application de l'article 249 de la NLC - Admission de la dépense.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services et ses modifications ultérieures, notamment l’article 26, §1^{er}, 1^o,c) ;

Vu l’article 249 de la nouvelle loi communale ;

Considérant qu'une chaudière d'un des 20 appartements, propriété de la Commune de Forest, située Rue de Belgrade 78, dont la gérance est assurée par AIS Quartiers, est hors service;

Considérant que la chaudière alimente en eau chaude et chauffage une famille y demeurant;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 26 mars 2015 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2015-F-014 – Fourniture et placement d’une chaudière, rue de Belgrade 78 à 1190 Forest» ;

Considérant que conformément à l’article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE:

Art 1^{er}: De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 26 mars 2015, décidant:

- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « 2015-F-014 - Fourniture et placement d’une chaudière, rue de Belgrade 78 à 1190 Forest», conformément à l’article 26, §1^{er}, 1^o,c) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;
- de faire application de l’article 249 de la NLC en vertu de l’urgence impérieuse et imprévisible ;
- de désigner la société HMC renov (Avenue Charles Quint 17, 1083 Ganshoren) pour le montant d’offre contrôlé de 1.970,00 € HTVA ou de 2.088,20 €, 6% TVA comprise pour la réalisation de ce marché ;

Art 2: D’admettre la dépense de 2.088,20 € et de l’inscrire à l’article de dépense 922/724-60/03 du service extraordinaire du budget 2015 lors de la prochaine modification budgétaire ;

Art 3: De financer la dépense par un emprunt ;

Art 4: De transmettre la présente décision à l'autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2015-F-014 – Levering en plaatsing van een verwarmingsketel, Belgradostraat 78 te 1190 Vorst - Toepassing van artikel 249 van de NGW - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, §1, 1°, c);

Gelet op artikel 249 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat een verwarmingsketel van één van de 20 appartementen, eigendom van de Gemeente Vorst, gelegen Belgradostraat 78, waarvan het beheer verzekerd wordt door SVK Wijken, buiten dienst is;

Overwegende dat de verwarmingsketel een inwonend gezin van warm water en verwarming voorziet;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 26 maart 2015 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2015-F-014 – Levering en plaatsing van een verwarmingsketel, Belgradostraat 78 te 1190 Vorst”;

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het College van burgemeester en schepenen;

BESLIST:

Art 1: Akte te nemen van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 26 maart 2015, waarin beslist werd om:

- te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2015-F-014 - Levering en plaatsing van een verwarmingsketel, Belgradostraat 78” conform artikel 26, §1, 1°, c) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
- artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak;
- de firma HMC renov (Keizer Karellaan 17 te 1083 Ganshoren) aan te duiden voor het gecontroleerde offertebedrag van 1.970,00 € excl. BTW of 2.088,20 €, 6% BTW inbegrepen voor de uitvoering van deze opdracht;

Art 2: In te stemmen met de uitgave van 2.088,20 €, en ze in te schrijven op artikel van uitgaven 922/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2015 tijdens de volgende

begrotingswijziging;

Art 3: De uitgave te financieren door een lening;

Art 4: Deze beslissing over te maken aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

19 **Marchés Publics - 2015-T-019 – Plan triennal d’investissement 2013-2015 – Projet n° 1 - Réaménagement des avenues de Fléron, des Familles, de Kersbeek et le Beukenberg à Forest- Approbation des conditions et du mode de passation du marché.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder au réaménagement des avenues de Fléron, des Familles, de Kersbeek et le Beukenberg;

Considérant qu'afin de se conformer au Plan Triennal d'Investissement 2013-2015 (approuvé par le Conseil Communal du 5 avril 2015), il incombe à la Commune d'entamer les travaux de réaménagement des avenues de Fléron, des Familles, de Kersbeek et le Beukenberg en 2015 ;

Considérant qu'en application de l'article 12 de l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a arrêté, le 24 décembre 2012, la part disponible pour la commune de Forest dans le cadre de la dotation triennale d'investissement pour le triennat 2013-2015 ;

Considérant qu'il y a lieu de décider d'affecter la dotation triennale d'investissement issue du

programme d'investissement triennal 2013-2015 au réaménagement des avenues de Fléron, des Familles, de Kersbeek et le Beukenberg ;

Considérant que le coût total des travaux de réaménagement des avenues de Fléron, des Familles, de Kersbeek et le Beukenberg est estimé à 1.500.000,00 € TTC ;

Considérant que le montant des subsides dont la commune de Forest pourra bénéficier s'élève à 50% ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte;

Considérant que cette estimation atteint les seuils d'application de la publicité nationale;

Considérant qu'un avis de marché doit être publié au Bulletin des Adjudications ;

Vu le cahier spécial des charges N° 2015-T-019 relatif au marché "Réaménagement des avenues de Fléron, des Familles, de Kersbeek et le Beukenberg " établi par le Service Travaux Publics ;

Considérant le marché doit se conformer à la législation et aux exigences en matière des clauses sociales ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015 ;

Considérant que le mode de financement prévu est un subside destiné à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, octroyé par la Région de Bruxelles-Capitale d'un montant de 711.269,00 € TTC, le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune d'un montant de 788.731,00 € TTC ;

DECIDE (sous réserve d'approbation du budget 2015 par l'autorité de Tutelle):

Art 1 : D'approuver le cahier spécial des charges N° 2015-T-019 et le montant estimé du marché «Réaménagement des avenues de Fléron, des Familles, de Kersbeek et le Beukenberg », établi par le Service Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé total s'élève à 1.500.000,00 € TTC;

Art 2 : D'arrêter le programme d'entretien de la voirie sur une durée de 5 ans ;

Art 3 : De s'engager sur l'honneur de ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien pendant une période de 20 ans ;

Art 4 : De solliciter le taux de la subvention de l'ordre de 50 % ;

Art 5 : De choisir adjudication ouverte comme mode de passation du marché ;

Art 6 : De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national ;

Art 7 : D'inscrire la dépense à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015 ;

Art 8 : De financer la dépense par un subside destiné à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, octroyé par la Région de Bruxelles-Capitale d'un montant de 711.269,00 € TTC (article de recette 421/664-51/30), le solde restant étant un emprunt à charge de la commune d'un montant de 788.731,00 € TTC;

Art 9 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 29 votes positifs, 1 vote négatif.

Non : Camille Ronge.

**Overheidsopdrachten - 2015-T-019 - Driejaarlijks investeringsplan 2013-2015 – Project nr 1 -
Heraanleg van de Fléronlaan, Familielaan, Kersbeeklaan en de Beukenberg te Vorst -
Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze.**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het nodig is om over te gaan tot de heraanleg van de Fléronlaan, Familielaan, Kersbeeklaan en de Beukenberg;

Overwegende dat om zich te voegen naar het Driejaarlijkse Investeringsplan 2013-2015 (goedgekeurd door de Gemeenteraad van 5 april 2015), de Gemeente de heraanlegwerken van de Fléronlaan, Familielaan, Kersbeeklaan en de Beukenberg moet opstarten in 2015;

Overwegende dat in toepassing van artikel 12 van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies, bestemd om de uitvoering van investeringen van openbaar nut aan te moedigen, de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 24 december 2012 het beschikbare gedeelte voor de gemeente Vorst in het kader van de driejaarlijkse investeringsdotatie voor 2013-2015 heeft vastgelegd ;

Overwegende dat er moet beslist worden om de driejaarlijkse investeringsdotatie afkomstig van het driejaarlijkse investeringsprogramma 2013-2015 te besteden aan de heraanleg van de Fléronlaan, Familielaan, Kersbeeklaan en de Beukenberg;

Overwegende dat het totale bedrag voor de heraanleg van de Fléronlaan, Familielaan, Kersbeeklaan en de Beukenberg wordt geraamd op 1.500.000,00 €, alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat het bedrag van de subsidies waarvan de gemeente Vorst zal kunnen genieten, 50% bedraagt;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van open aanbesteding;

Overwegende dat deze raming de toepassingsdrempels van de nationale bekendmaking bereikt;

Overwegende dat er een opdrachtaankondiging gepubliceerd moet worden in het Bulletin der Aanbestedingen;

Gelet op het bijzondere bestek met nr. 2015-T-019 betreffende de opdracht “Heraanleg van Fléronlaan, Familielaan, Kersbeeklaan en de Beukenberg” opgesteld door de Dienst Openbare Werken ;

Overwegende dat de opdracht zich moet houden aan de wetgeving en aan de vereisten inzake sociale clausules;

Overwegende dat het krediet voor de uitgave ingeschreven is op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015;

Overwegende dat de voorziene financieringswijze een subsidie is bestemd om de uitvoering van investeringen van openbaar nut aan te moedigen, toegekend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een bedrag van 711.269,00 €, alle belastingen inbegrepen, en dat het overblijvende saldo van 788.731,00 €, alle belastingen inbegrepen, gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2015 door de toezichhoudende overheid),

Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan het bijzondere bestek met nr. 2015-T-019 en de raming van de opdracht “Heraanleg van de Fléronlaan, Familielaan, Kersbeeklaan en de Beukenberg”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzondere bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten.

De raming bedraagt 1.500.000,00 €, alle belastingen inbegrepen;

Art 2 : Het programma van onderhoud van de openbare weg vast te stellen over een looptijd van 5 jaar;

Art 3 : De verbintenis op eer aan te gaan om het goed niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen gedurende een periode van 20 jaar;

Art 4 : Te verzoeken om een subsidiepercentage van ongeveer 50 % ;

Art 5 : Te kiezen voor de open aanbesteding als gunningswijze van de opdracht ;

Art 6 : Het standaard publicatieformulier in te vullen en bekend te maken op nationaal niveau ;

Art 7 : De uitgave in te schrijven op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015;

Art. 8: De uitgave te financieren door een subsidie bestemd om de uitvoering van investeringen van openbaar nut aan te moedigen, toegekend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een bedrag van 711.269,00 €, alle belastingen inbegrepen (artikel van ontvangst 421/664-51/30), het overblijvende saldo is een lening ten laste van de gemeente voor een bedrag van 788.731,00 €, alle belastingen inbegrepen;

Art 9 : Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 29 positieve stemmen, 1 negatieve stem.

Nee : Camille Ronge.

Monsieur Rongé s'abstient car le Beukenberg ne sera pas réaménagé en pavés.

Monsieur le Bourgmestre explique qu'il faut pour cela refaire tout le coffre de la voirie et que cela coûte trop cher. Ce serait au détriment d'un tas d'autres voiries.

Madame Richard veut savoir si dans ce cadre, il est prévu de finaliser la rénovation de la petite placette au croisement Fléron/Dumonceau / Kersbeek qui a été rénovée dans le cadre du Contrat de Quartier Saint-Denis, car les plans prévoient des bancs circulaires et un aménagement spécifique contre les inondations par exemple.

Monsieur le Bourgmestre dit que c'est deux choses tout à fait différentes, mais qu'on peut vérifier ce qui manque sur cette placette.

Par 29 voix contre 1 (Rongé).

De heer Rongé onthoudt zich omdat de Beukenberg niet in kasseien wordt heraangelegd.

De heer Burgemeester legt uit dat daarom ook de koffer van de straat moet heraangelegd worden en dat dit te duur is. Dit zou ten nadele zijn van een ganse reeks andere straten.

Mevrouw Richard wil weten of men in dit kader ook voorzien heeft om het pleintje dat zich op het kruispunt van de straten Fléron/Dumonceau / Kersbeek bevindt en dat werd heraangelegd in het kader van het Wijkcontract Sint-Denijs , af te werken, want de plannen hadden bijvoorbeeld ronde banken en een speciale inrichting voor de overstromingen voorzien.

De heer Burgemeester antwoordt dat dit twee verschillende zaken zijn, maar dat men zal nakijken wat er op dat pleintje ontbreekt.

Met 29 stemmen tegen 1 (Rongé).

20 Marchés Publics - Désamiantage de l'intérieur de l'Hôtel Communal - 2015-S-008 - Approbation des conditions et du mode de passation.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant la présence d'amiante dans différentes zones de l'intérieure de l'Hôtel Communal;

Considérant dès lors qu'il est nécessaire de procéder au désamiantage de l'intérieur de l'Hôtel Communal préalablement au commencement de la phase II des travaux de restauration et de rénovation en son sein ;

Vu le cahier spécial des charges N° 2015-S-008 relatif au marché “ Désamiantage de l'intérieur de l'Hôtel Communal ” établi par le Service Travaux Publics ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 115.000,00 €, TVA et révision des prix comprises ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 104/723-60 /03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015, et sera financé par un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE (sous réserve de l'approbation du budget 2015 par l'autorité de Tutelle régionale):

Art 1: D'approuver le cahier spécial des charges N° 2015-S-008 et le montant estimé du marché “ Désamiantage de l'intérieur de l'Hôtel Communal ”, établis par le Service Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 115.000,00 € TVA et révision des prix comprises ;

Art 2: De choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché ;

Art 3: De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national ;

Art 4 : D'inscrire la dépense à l'article 104/723-60 /03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015 pour un montant de 115.000,00 € TVA et révision des prix comprises ;

Art 5: De financer cette dépense par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten - Asbestverwijdering aan de binnenkant van het gemeentehuis - 2015-S-008 - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad ;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen ;

Overwegende de aanwezigheid van asbest in verschillende zones aan de binnenkant van het Gemeentehuis;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is om over te gaan tot de asbestverwijdering aan de binnenkant van het Gemeentehuis alvorens te beginnen aan fase II van de restauratie- en renovatiewerken binnen;

Gelet op het bijzondere bestek met nr. 2015-S-008 betreffende de opdracht “Asbestverwijdering aan de binnenkant van het gemeentehuis” opgesteld door de Dienst Openbare Werken ;

Overwegende dat het totale bedrag van deze opdracht wordt geraamd op 115.000,00 €, BTW en prijsherziening inbegrepen ;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking ;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 104/723-60 /03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015, en gefinancierd zal worden door een lening ten laste van de gemeente ;

BESLIST (onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2015 door de toezichhoudende overheid) :

Art 1: Goedkeuring te verlenen aan het bijzondere bestek met nr. 2015-S-008 en de raming van de opdracht “Asbestverwijdering aan de binnenkant van het gemeentehuis”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzondere bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 115.000,00 €, BTW en prijsherziening inbegrepen ;

Art 2: Te kiezen voor de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze van de opdracht ;

Art 3: Het standaard publicatieformulier in te vullen en bekend te maken op nationaal niveau ;

Art 4: De uitgave in te schrijven op artikel 104/723-60 /03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015 voor een bedrag van 115.000,00 €, BTW en prijsherziening inbegrepen ;

Art 5: Deze uitgave te financieren door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

21 Revitalisation des quartiers – Contrat de quartier durable Abbaye – Convention d’occupation de l’Abbaye de Forest entre la commune de Forest et les porteurs de projets socio-économiques du CQDAbbaye – Approbation de la convention type.

LE CONSEIL,

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Considérant la mise en œuvre de l'opération 6.3 « Coordination des actions socio-économiques du Contrat de quartier durable Abbaye et de l'Antenne de quartier » du Contrat de Quartier Abbaye ;

Considérant que l'opération 6.3 « Coordination des actions socio-économiques du CQDAbbaye et de l'Antenne de quartier » prévoit la coordination de vingt-cinq projets socio-économiques durant quatre ans (2015-2018) sur le périmètre du Contrat de quartier durable Abbaye ;

Considérant que la mise en œuvre des projets socio-économiques du Contrat de quartier durable Abbaye vise à créer une dynamique au sein du quartier via la présence marquée sur le périmètre défini ;

Considérant que pour se faire les associations doivent disposer de locaux situés au cœur du périmètre du Contrat de quartier durable Abbaye ;

Considérant que l'Abbaye de Forest représente un lieu stratégique en termes d'accessibilité et que les différents projets animés pendant quatre ans vont permettre d'amorcer la redynamisation du site ;

Considérant qu'il est proposé d'occuper les anciens locaux Horeca située dans l'aile Est de l'Abbaye de Forest sis 9, Place Saint-Denis à 1190 Forest durant quatre ans ;

Considérant que le Centre culturel de Forest nous prête gracieusement « Une partie de l'espace d'exposition » situé en face des anciens locaux Horeca dans l'aile Ouest de l'Abbaye de Forest sis 9, Place Saint-Denis à 1190 Forest pour une durée de quatre ans ;

Considérant qu'il est proposé d'occuper le « Speedy wash » situé 7, place Saint-Denis à 1190 Forest pour créer l'Antenne d'information du Contrat de quartier durable Abbaye ;

Considérant la nécessité de formaliser dans une convention les conditions d'occupation des différents espaces d'Antenne du CQDAbbaye situés à l'Abbaye de Forest et dans le « Speedy Wash » pour les projets socio-économiques repris au dossier de base du CQDAbbaye ;

DECIDE,

Art. 1 : D'approuver l'occupation par le Contrat de quartier durable Abbaye, des espaces précités pendant quatre ans (2015 à 2018 inclus) ;

Art. 2 : D'approuver la convention type d'occupation des espaces précités entre la Commune de Forest et les porteurs de projets socio-économiques repris au dossier de base du Contrat de quartier durable Abbaye ;

Art.3 : De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire communal, pour signer la convention d'occupation avec les différentes associations demandeuses.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Heropleving van de Wijken – Duurzaam Wijkcontract Abdij – Bezettingsovereenkomst van de Abdij van Vorst tussen de Gemeente Vorst en de dragers van socio-economische projecten van het DWCAbdij – Goedkeuring van de type-overeenkomst.

DE RAAD,

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van € 10 900 000 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij ;

Overwegende de uitvoering van operatie 6.3, " Coördinatie van de socio-economische acties van het Duurzame Wijkcontract Abdij en van de Wijkantenne ", van het Wijkcontract Abdij ;

Overwegende dat operatie 6.3, 'Coördinatie van de socio-economische acties van het DWCAbdij en van de Wijkantenne', voorziet in de coördinatie van vijftientig socio-economische projecten gedurende vier jaar (2015-2018) binnen de perimeter van het Duurzame Wijkcontract Abdij ;

Overwegende dat de uitvoering van de socio-economische projecten van het Duurzaam Wijkcontract Abdij tot doel heeft in de wijk een dynamiek te creëren d.m.v. de uitgesproken aanwezigheid in de vastgelegde perimeter ;

Overwegende dat de verenigingen hiervoor moeten beschikken over lokalen die gelegen zijn in het hart van de perimeter van het Duurzame Wijkcontract Abdij ;

Overwegende dat de Abdij van Vorst, wat toegankelijkheid betreft, een strategische plaats vormt en dat de verschillende projecten die gedurende vier jaar tot leven zullen worden gewekt, het mogelijk maken nieuw leven in te blazen in de site ;

Overwegende dat wordt voorgesteld om de oude horecalokalen, gelegen in de oostelijke vleugel van de Abdij van Vorst, gelegen Sint-Denijsplein 9 te 1190 Vorst, gedurende vier jaar te gebruiken ;

Overwegende dat het Cultureel Centrum van Vorst zo voorkomend is ons gedurende een periode van vier jaar "een gedeelte van de tentoonstellingsruimte", gelegen recht tegenover de oude horecalokalen in de westelijke vleugel van de Abdij van Vorst, gelegen Sint-Denijsplein 9 te 1190, te lenen ;

Overwegende dat werd voorgesteld de 'Speedy Wash', gelegen Sint-Denijsplein 7 te 1190 Vorst, te gebruiken om er de Informatieantenne van het Duurzame Wijkcontract Abdij op te richten ;

Overwegende de noodzakelijkheid om de gebruiksvoorwaarden van de verschillende ruimten van de Antenne van het DWCAbdij, gelegen in de Abdij van Vorst en in de 'Speedy Wash' te formaliseren voor de socio-economische projecten opgenomen in het basisdossier van het DWCAbdij;

BESLIST,

Art.1: Het gebruik door het Duurzame Wijkcontract Abdij van voornoemde ruimten gedurende vier

jaar (2015 tot 2018 inbegrepen) goed te keuren ;

Art. 2: De standaard gebruiksovereenkomst van de voornoemde ruimten tussen de Gemeente Vorst en de dragers van socio-economische projecten die opgenomen zijn in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren ;

Art. 3: Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de gebruiksovereenkomst met de verschillende verenigingen die hierom vragen te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2015_25_03 Convention Mise à disposition Antenne HORECA - NL.docx, 2015_25_03 Convention Mise à disposition Antenne HORECA.doc.docx

22 Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Primeurs-Pont de Luttre - Projet DIVERCITY - Marché de travaux - Approbation des avenants 1, 6 et 11, décomptes 4, 8 et 10 - Prise pour information.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 3 octobre 2013 relative à l'attribution du marché "DIVERCITY : marché de travaux" à l'Association Momentanée Groupe Thiran s.a. et Van Laere s.a., Rue Parc Ind. Achene 2 à 5590 Ciney pour le montant d'offre contrôlé de 5.856.169,33 € HTVA ou 7.085.964,89 €, 21% TVAC ;

Vu la délibération du 05 février 2015 du collège des Bourgmestre et Échevins décidant :

Art 1er : D'approuver l'avenant 6 du marché "DIVERCITY : marché de travaux" pour le montant total en plus de 2.650,14 € HTVA soit 3.206,67 € TVAC.

Art 2 : D'approuver le paiement par le crédit reporté du budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 9303/722-60.

Vu la délibération du 23 avril 2015 du collège des Bourgmestre et Échevins décidant :

Art 1er : D'approuver les avenants 1 et 11 et les décomptes 4, 8 et 10 du marché "DIVERCITY : marché de travaux" pour le montant total en plus de 12.005,10 € HTVA soit 14.526,17 € TVAC.

Art 2 : D'approuver le paiement par le crédit reporté du budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 9303/722-60.

DECIDE:

En application de l'article 236 de la nouvelle loi communale, de prendre pour information les décisions du 05 février 2015 et 23 avril 2015 du collège des bourgmestre et échevins décidant d'approuver les avenants 1, 6 et 11 et les décomptes 4, 8 et 10 du marché "DIVERCITY : marché de travaux" pour le montant total en plus de 14.655,24 € HTVA soit 17.732,84 € TVAC;

De prendre également pour information que la dépense pour ce marché est inscrite à l'article 9303/722-60 du budget extraordinaire reporté de l'exercice 2013.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug - Project DIVERCITY - Opdracht voor aanneming van werken - Goedkeuring van de aanhangsels 1, 6 en 11 en afrekeningen 4, 8 en 10 - Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 3 oktober 2013 betreffende de gunning van de opdracht "DIVERCITY : opdracht voor aanneming van werken" aan de Tijdelijke Vereniging Groupe Thiran n.v. en Van Laere n.v., Rue Parc Ind. Achene 2 te 5590 Ciney voor het gecontroleerde offertebedrag van 5.856.169,33 € excl. BTW of 7.085.964,89 €, 21% BTW inbegrepen ;

Gelet op de beraadslaging van 05 februari 2015 van het college van burgemeester en schepenen waarin beslist werd om:

Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan het aanhangsel 6 van de opdracht "DIVERCITY : opdracht voor aanneming van werken" voor het totale bijkomende bedrag van 2.650,14 € excl. BTW of 3.206,67 € incl. BTW.

Art 2 : De betaling goed te keuren door het krediet overgedragen van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013, op artikel 9303/722-60;

Gelet op de beraadslaging van 23 april 2015 van het college van burgemeester en schepenen waarin beslist werd om:

Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan de aanhangsels 1 en 11 en de afrekeningen 4, 8 en 10 van de opdracht "DIVERCITY : opdracht voor aanneming van werken" voor het totale bijkomende bedrag van 12.005,10 € excl. BTW of 14.526,17 € incl. BTW.

Art 2 : De betaling goed te keuren door het krediet overgedragen van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013, op artikel 9303/722-60;

BESLIST:

In toepassing van artikel 236 van de nieuwe gemeentewet kennis te nemen van de beslissingen van 05 februari 2015 en 23 april 2015 van het college van burgemeester en schepenen waarin beslist werd om goedkeuring te verlenen aan de aanhangsels 1, 6 en 11 en de afrekeningen 4, 8 en 10 van de opdracht "DIVERCITY : opdracht voor aanneming van werken" voor het totale bijkomende bedrag van 14.655,24 € excl. BTW of 17.732,84 € incl. BTW;

Tevens kennis te nemen van het feit dat de uitgave voor deze opdracht ingeschreven is op artikel 9303/722-60 van de buitengewone begroting overgedragen van het dienstjaar 2013.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

23 **Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Primeurs-Pont de Luttre - Aménagement des espaces publics du contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre – Coût global du dossier – Transmission à l'AATL – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 30 avril 2015 approuvant les tableaux reprenant les coûts globaux engendrés par l'aménagement des espaces publics du contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre ;

Considérant que le délai, imposé par l'AATL, du contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre en ce qui concerne le suivi des chantiers 2014/2015 prendra fin le 10 janvier 2016 ;

Considérant qu'il importe de transmettre le coût global du présent dossier à l'AATL afin de lui permettre de déterminer les sommes encore dues à la commune pour ce dossier ;

Considérant que les détails des coûts sont annexés au présent rapport ainsi que les dates des décisions du collège des bourgmestre et échevins et du conseil communal ;

Considérant que les tableaux des coûts s'y présentent comme suit :

1/ Coût global des études et frais annexes : **58.340,29 € TVAC**

2/ Coût de la construction : États d'avancement 1 à 21 et avenants : sous-totaux : **385.386,51 € TVAC**

Coût global du projet (1+2): 443.726,80 € TVAC

Considérant que le subside régional attendu sur les postes 1 et 2 s'élève à 90%, les 10% restants étant à charge de la commune ;

DECIDE :

De prendre pour information la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 avril 2015 approuvant les tableaux reprenant les coûts globaux engendrés par l'aménagement des espaces publics du contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre;

De transmettre la présente décision à l'AATL.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug – Inrichting van de openbare ruimten van het wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug – Globale kost van het dossier – Overdracht aan het BROH – Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 april 2015 tot goedkeuring van de tabellen met de globale kosten teweeggebracht door de inrichting van de openbare ruimten van het wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug;

Overwegende dat de termijn, opgelegd door het BROH, van het wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug wat betreft de opvolging van de werven 2014/2015 ten einde loopt op 10 januari 2016;

Overwegende dat het belangrijk is om de globale kost van het huidige dossier over te maken aan het BROH om het in staat te stellen de voor dit dossier aan de gemeente nog verschuldigde bedragen te bepalen;

Overwegende dat de details van de kosten opgenomen zijn in bijlage bij dit verslag alsook de data van de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen en van de gemeenteraad;

Overwegende dat de kostentabellen er als volgt voorgesteld worden :

1/ Globale kosten van de studies en bijkomende kosten : **58.340,29 € incl. BTW**

2/ Kosten van de bouw : Vorderingsstaten 1 tot 21 en aanhangsels : sub-totalen : **385.386,51 € incl. BTW**

Globale kosten van het project (1+2): 443.726,80 € incl. BTW

Overwegende dat de verwachte gewestelijke subsidie voor de posten 1 en 2 90% bedraagt, de overblijvende 10% is ten laste van de gemeente;

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 april 2015 tot goedkeuring van de tabellen met de globale kosten teweeggebracht door de inrichting van de openbare ruimten van het wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug;

De huidige beslissing over te maken aan het BROH.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Tableau récap_voiries_annexe nl.pdf, Tableau récap_voiries_annexe fr.pdf

-
- 24 **Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Durable Abbaye - Opération 6.3 « Coordination des actions socio-économiques du Contrat de quartier durable Abbaye et de l'Antenne de quartier » - Enveloppe de quartier - Appel à projet 2015 - Projet(s) artistique(s) dans l'espace public et Spectacles, concerts : animation de la Place Saint-Denis.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un

subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu le courrier du 10 mars 2015 du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort rendant exécutoire les articles budgétaires du Contrat de Quartier Durable Abbaye (débutant par le code 9306/) des services ordinaires et extraordinaires de l'exercice 2015;

Considérant la mise en œuvre de l'opération 6.3 « Coordination des actions socio-économiques du Contrat de quartier durable Abbaye et de l'Antenne de quartier » du Contrat de Quartier Abbaye ;

Considérant que ce projet prévoit la mise en œuvre d'un ou plusieurs appel(s) à projets annuel(s) sous l'appellation « Enveloppe de quartier » ;

Considérant que l'enveloppe de quartier est une subvention directe de la Commune à une association et/ou association de fait ;

Vu le procès-verbal de la Commission de Quartier du 24 février 2015 approuvant la mise en place des appels à projets « Projet(s) artistique(s) dans l'espace public » et « Spectacles, concerts : animation de la Place Saint-Denis » dans le cadre de l'enveloppe de quartier 2015 ;

Considérant la proposition d'appel à projet rédigée par l'équipe du CQDAbbaye et jointe en annexe ;

Considérant la proposition de convention de subventionnement rédigée par l'équipe du CQDAbbaye et jointe en annexe ;

Considérant que la procédure de sélection pour les subventions « Projet(s) artistique(s) dans l'espace public » et « Spectacles, concerts : animation de la Place Saint-Denis » proposées dans l'appel à projet prévoit que le Collège des bourgmestre et échevins désigne in fine le lauréat ;

Considérant que le montant fixé lors de la Commission de quartier du 24 février 2015 pour le financement du projet « Projet(s) artistique(s) dans l'espace public » s'élève à 5.000,00 € ;

Considérant que le montant fixé lors de la Commission de quartier du 24 février 2015 pour le financement du projet « Spectacles, concerts : animation de la Place Saint-Denis » s'élève à 5.000,00 € ;

Considérant que les crédits nécessaires aux subventionnements des projets « Projet(s) artistique(s) dans l'espace public » et « Spectacles, concerts : animation de la Place Saint-Denis » sont inscrits à l'article 9306/332-02/80 « Subsidés aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2015 ;

Considérant que ces dépenses seront financées à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article des recettes 9306/994-01/80 « Prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires » ;

DECIDE,

Art 1 : D'approuver l'appel à projets « Enveloppe de quartier » rédigé par l'équipe du CQDAbbaye ;

Art 2 : D'approuver la convention de subventionnement « Enveloppe de quartier » rédigée par l'équipe du CQDAbbaye ;

Art. 3 : D'approuver la procédure de sélection pour la subvention « Projet(s) artistique(s) dans l'espace public » proposée dans l'appel à projet ;

Art. 4 : D'approuver la procédure de sélection pour la subvention « Spectacles, concerts : animation de la Place Saint-Denis » proposée dans l'appel à projet ;

Art.5 : De donner pouvoir au Collège des bourgmestre et échevins de désigner le lauréat de l'appel à projets « Projet(s) artistique(s) dans l'espace public» ;

Art. 6 : De donner pouvoir au Collège des bourgmestre et échevins de désigner le lauréat de l'appel à projets « Spectacles, concerts : animation de la Place Saint-Denis » ;

Art. 7 : De donner pouvoir au Collège des bourgmestre et échevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, pour signer les conventions de subventionnement avec le lauréat ;

Art. 8 : D'inscrire le subventionnement de 5.000,00 € pour le projet Projet(s) artistique(s) dans l'espace public » à l'article 9306/332-02/80 « Subsidés aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2015 ;

Art. 9 : D'inscrire le subventionnement de 5.000,00 € pour le projet « Spectacles, concerts : animation de la Place Saint-Denis » à l'article 9306/332-02/80 « Subsidés aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2015 ;

Art. 10 : De financer les dépenses précitées à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale, inscrit à l'article des recettes 9306/994-01/80 « Prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – Duurzaam Wijkcontract Abdij – Operatie 6.3 'Coördinatie van de socio-economische acties van het Duurzaam Wijkcontract Abdij en van de Wijkantenne' – Wijkenveloppe – Projectoproep 2015 – Artistieke project(en) in de openbare ruimte en Spektakels, concerten: animatie van het Sint-Denijsplein.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van € 10 900 000 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in

het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de brief van 10 maart 2015 van de Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Rudi Vervoort, waardoor de begrotingsartikelen van het Duurzame Wijkcontract Abdij (beginnend met de code 9306) van de gewone en buitengewone diensten van het dienstjaar 2015 uitvoerbaar worden verklaard;

Overwegende de uitvoering van operatie 6.3, 'Coördinatie van de socio-economische acties van het Duurzame Wijkcontract Abdij en van de Wijkantenne', van het Wijkcontract Abdij ;

Overwegende dat dit project voorziet in de uitwerking van een of meerdere jaarlijkse projectoproep(en) onder de noemer 'Wijkenveloppe' ;

Overwegende dat de wijkenveloppe een rechtstreekse subsidie van de Gemeente aan een vereniging en/of een feitelijke vereniging is ;

Gelet op het proces-verbaal van de Wijkcommissie van 24 februari 2015, tot goedkeuring van de lancering van de projectoproepen 'Artistiek(e) project(en) in de openbare ruimte' en 'Spektakels, concerten: animatie van het Sint-Denijsplein' in het kader van de wijkenveloppe 2015 ;

Overwegende het voorstel tot projectoproep, opgesteld door het team van het DWCAbdij en toegevoegd in bijlage ;

Overwegende het voorstel tot subsidieovereenkomst, opgesteld door het team van het DWCAbdij en toegevoegd in bijlage ;

Overwegende dat de selectieprocedure voor de subsidies voor 'Artistiek(e) project(en) in de openbare ruimte' en 'Spektakels, concerten: animatie van het Sint-Denijsplein', voorgesteld in de projectoproep, voorziet dat het College van Burgemeester en Schepenen uiteindelijk de laureaat aanduidt ;

Overwegende dat het bedrag, vastgelegd tijdens de Wijkcommissie van 24 februari 2015 voor de financiering van het project 'Artistiek(e) project(en) in de openbare ruimte', € 5 000,00 bedraagt ;

Overwegende dat het bedrag, vastgelegd tijdens de Wijkcommissie van 24 februari 2015 voor de financiering van het project 'Spektakels, concerten: animatie van het Sint-Denijsplein', € 5 000,00 bedraagt ;

Overwegend dat de kredieten die noodzakelijk zijn voor de subsidiëring van de projecten 'Artistiek(e) project(en) in de openbare ruimte' en 'Spektakels, concerten: animatie van het Sint-Denijsplein' ingeschreven zijn op artikel 9306/332-80 'Subsidie aan instellingen ten dienste van de huishoudens' van de gewone dienst van de begroting 2015 ;

Overwegend dat deze uitgaven voor 100% zullen worden gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/994-01/80 'Heffingen

op het gewone reservefonds' ;

BESLIST:

Art. 1: De projectoproep "Wijkenveloppe", opgesteld door het team van het DWCAbdij', goed te keuren ;

Art. 2: De subsidieovereenkomst "Wijkenveloppe", opgesteld door het team van het DWCAbdij, goed te keuren ;

Art. 3: De selectieprocedure voor de subsidie "Artistiek(e) project(en) in de openbare ruimte", voorgesteld in de projectoproep, goed te keuren ;

Art. 4: De selectieprocedure voor de subsidie "Spektakels, concerten: animatie van het Sint-Denijsplein", voorgesteld in de projectoproep, goed te keuren ;

Art. 5: Het College van Burgemeester en Schepenen machtiging te geven om de laureaat van de projectoproep "Artistiek(e) project(en) in de openbare ruimte" aan te duiden ;

Art. 6: Het College van Burgemeester en Schepenen machtiging te geven om de laureaat van de projectoproep "Spektakels, concerten: animatie van het Sint-Denijsplein" aan te duiden ;

Art. 7: Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te geven om de subsidieovereenkomsten met de laureaten te ondertekenen ;

Art. 8: De subsidie van € 5 000,00 voor het project "Artistiek(e) project(en) in de openbare ruimte" in te schrijven op artikel 9306/332-02/80 "Subsidies aan instellingen ten dienste van de huishoudens" van de gewone dienst van de begroting 2015 ;

Art. 9: De subsidie van € 5000,00 voor het project "Spektakels, concerten: animatie van het Sint-Denijsplein" in te schrijven op artikel 9306/332-02/80 "Subsidies aan instellingen ten dienste van de huishoudens" van de gewone dienst van de begroting 2015 ;

Art. 10: De voornoemde uitgaven voor 100% te financieren d.m.v. een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/994-01/80 "Heffingen op het gewone reservefonds".

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

Dossier de candi_EmbQu_Proj artistique NL.doc, Dossier de candi_EmbQu_Proj artistique.doc, Conv_EmbQu_Proj artistique_NL.doc, Conv_anim StDenis_NL.doc, Conv_anim StDenis.docx, D de candi_anim StDenis.doc, D de candi_anim StDenis NL.doc, Conv_EmbQu_Proj artistique.docx

ORGANISATION - ORGANISATIE

Secrétariat / Police administrative-générale / Règlement général de police - Secretariaat/Politie administratief-algemeen/Algemeen Politierglement

- 25 **La dispense du cours de religion et de morale non confessionnelle, et l'organisation des cours de citoyenneté dans les écoles fondamentales (à la demande de Madame Pâques, conseiller communal). (Complémentaire)**

Interpellation de Nadine Pâques concernant la dispense du cours de religion et de morale non confessionnelle, et l'organisation des cours de citoyenneté dans les écoles fondamentales

Conseil communal du 02 juin 2015

La Déclaration de Politique Communautaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles prévoit le remplacement progressif, dans l'enseignement officiel, d'une des deux heures hebdomadaires des cours de religion et de morale non confessionnelle par un cours d'éducation à la citoyenneté.

En février de cette année, les FDF ont déposé une motion motivée au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles demandant à la Ministre Joëlle Milquet de permettre aux parents et aux élèves de l'enseignement officiel le libre choix de la fréquentation des cours de religion et morale non confessionnelle, en mettant en place un mécanisme de dispense des cours philosophiques. Les FDF rappelaient également que les Communautés française et flamande avaient adopté des positions opposées, et ils dénonçaient la position retenue en Fédération Wallonie-Bruxelles qui retient le caractère obligatoire de la fréquentation d'un de ces cours.

En mars, la Cour Constitutionnelle a rendu un arrêt donnant bon droit à des parents qui considèrent que les choix d'un cours de religion ou de morale non confessionnelle ont pour effet de donner une orientation philosophique ou religieuse marquée, ce qui ne devrait être que du ressort de la vie privée. La dispense doit dès lors être proposée à tous les élèves fréquentant l'enseignement officiel, de la première année primaire à la dernière année secondaire.

Les FDF se félicitent de cette avancée historique, même si l'objectif est de remplacer les deux périodes de cours dits philosophiques par un cours de philosophie, de citoyenneté et d'histoire des religions. Elle permettra, à terme, de développer un programme et des outils pédagogiques adaptés qui visent l'amélioration du « vivre ensemble », la connaissance de l'autre, la construction d'une citoyenneté active et responsable, le développement de l'esprit critique et du libre examen.

Concrètement, il faudra organiser dans les plus brefs délais la dispense de ces cours et mettre en place l'heure de cours de citoyenneté proposée dans la Déclaration de Politique Communautaire pour la deuxième heure.

Dès lors pourriez-vous répondre aux questions suivantes :

- Avez-vous reçu des directives concernant la prochaine rentrée scolaire ?

- Quelle est la proportion d'enfants qui seront dispensés des cours de religion/morale, compte-tenu des réponses apportées au questionnaire envoyé aux Pouvoirs organisateurs à l'initiative du ministère de la FWB ? A côté du questionnaire, a-t-il été fait usage du courrier de la FAPEO incitant à juste titre les parents à faire le choix de la dispense ?
- Avez-vous songé à organiser un autre cours en alternative ?
- Y a-t-il, au sein des écoles fondamentales de la commune de Forest, une collaboration entre les professeurs de cours de religion et de morale afin de favoriser le mieux « vivre ensemble » ?
- Y a-t-il des projets entre écoles visant à rassembler les classes, évitant ainsi les clivages en fonction des différentes croyances ?
- De manière plus générale, les écoles font-elles appel à des personnes « ressources » (artistes, philosophes, représentants des différentes communautés, ou autres) ?

Nous vous remercions d'avance pour vos réponses.

Nadine Pâques
Conseillère FDF

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

De vrijstelling van de les godsdienst en niet-confessionele zedenleer, en de inrichting van lessen burgerschap in de lagere school (op vraag van Mevrouw Pâques, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Interpellatie van Nadine Pâques betreffende de vrijstelling van de les godsdienst en niet-confessionele zedenleer, en de inrichting van lessen burgerschap in de lagere school

Gemeenteraad van 02 juni 2015

De Beleidsverklaring van de Franse Gemeenschap voorziet in de geleidelijke vervanging in het gemeenschapsonderwijs van één van de twee wekelijkse lessen Godsdienst en Niet-Confessionele Zedenleer door lessen Burgerschapseducatie.

In februari van dit jaar heeft FDF een met redenen omklede motie ingediend in het Parlement van de Franse Gemeenschap, waarin Minister Joëlle Milquet verzocht wordt ouders en leerlingen van het gemeenschapsonderwijs de vrije keuze te laten om al dan niet de lessen Godsdienst en Niet-Confessionele Zedenleer te volgen, d.m.v. de invoering van een vrijstellingsmechanisme voor de levensbeschouwelijke vakken. FDF herinnert eraan dat de Franse en de Vlaamse Gemeenschap tegengestelde posities hebben ingenomen, en klaagt de positie die door de Franse Gemeenschap werd behouden aan, nl. het behoud van het verplichte karakter van het volgen van deze lessen.

In maart heeft het Grondwettelijk Hof een arrest uitgesproken dat ouders in het gelijk stelt die menen dat de keuze voor lessen Godsdienst of Niet-Confessionele Zedenleer leidt tot het geven van een uitgesproken levensbeschouwelijke of religieuze oriëntatie, wat slechts tot het privéleven zou moeten behoren. Bijgevolg moeten aan alle leerlingen van het gemeenschapsonderwijs, van het eerste leerjaar van het lager onderwijs tot het laatste jaar secundair onderwijs, de mogelijkheid tot vrijstelling worden voorgelegd.

FDF verheugt zich over deze historische stap voorwaarts, zelfs indien het de bedoeling is deze twee levensbeschouwelijk genoemde lessen te vervangen door lessen wijsbegeerte, burgerschap en geschiedenis der godsdiensten. Deze stap voorwaarts zal het mogelijk maken om op termijn een programma en aangepaste pedagogische instrumenten te ontwikkelen die de verbetering van het 'samen-leven', de kennis van de ander, de opbouw van een actief en verantwoordelijk burgerschap en de ontwikkeling van een kritische geest en het vrij onderzoek beogen.

Concreet moet de vrijstelling voor deze lessen zo snel mogelijk worden georganiseerd en moet dit, voor wat het tweede lesuur betreft, vervangen worden door de les Burgerschap die voorgesteld wordt in de Beleidsverklaring van de Franse Gemeenschap.

Bijgevolg verzoek ik u de volgende vragen te beantwoorden:

- Heeft u richtlijnen betreft wat betreft het volgende schooljaar?
- Hoe hoog is het aandeel kinderen dat zal worden vrijgesteld van de lessen godsdienst/zedenleer, gelet op de resultaten van de vragenlijst die aan de inrichtende machten werd gestuurd op initiatief van het Ministerie van de Franse Gemeenschap? Werd er, naast deze vragenlijst, gebruik gemaakt van de briefwisseling van de FAPEO waarin de ouders terecht werden opgeroepen te kiezen voor deze vrijstelling?
- Heeft u overwogen als alternatief andere lessen te organiseren?
- Is er in de basisscholen van de Gemeente Vorst sprake van een samenwerking tussen de leraars Godsdienst en Zedenleer, om het 'samen-leven' beter te bevorderen?
- Bestaan er projecten tussen scholen die als doel hebben klassen bij elkaar te brengen, om zo te vermijden dat er een kloof ontstaat naargelang van de verschillende geloofsovertuigingen?
- Doen de scholen, meer in het algemeen, een beroep op 'deskundigen' (kunstenaars, filosofen, vertegenwoordigers van de verschillende gemeenten of andere)?

Wij danken u bij voorbaat voor uw antwoorden.

Nadine Pâques
FDF-gemeenteraadslid

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Madame Père répond : A ce jour, nous n'avons reçu aucune directive officielle de la part de Madame Milquet. Madame Milquet s'adresse directement aux directions d'écoles, sans passer par le PO ; La seule chose qu'elle a envoyé mi-mai, c'est une note d'intentions.

Nous avons distribué 1626 documents pour le sondage. 65,7 % des réponses se positionnent pour des cours de religion, 16,3 % pour la dispense et 20 % de personnes n'ont pas répondu.

On a joint la lettre de la FAPEO au courrier pour le sondage. Le parti PS défend aussi la position de deux heures de cours pour la citoyenneté car il estime que les enfants doivent réfléchir ensemble et développer ensemble un esprit critique.

Elle dit que c'est difficile d'organiser quelque chose pour la rentrée sans avoir de cadre légal. Elle suppose que cela va arriver dans les jours ou semaines qui suivent. Ceci met en grande difficulté le PO pour pouvoir organiser un cours, il reste des grandes questions quant à l'organisation : qui va payer ? Comment va-t-on faire pour les locaux, car c'est un cours en plus. On fera ce qu'on peut dans l'intérêt des élèves. Elle ne mettra rien en place qui défavorise les élèves qui ont choisi pour la dispense.

Il y a des collaborations avec des écrivains, des associations, dans l'enseignement spécialisé par exemple les professeurs ont l'habitude de travailler ensemble. Elle cite l'exemple des professeurs des cours philosophiques qui voudraient ensemble organiser une visite des cultes.

Sur la question si des projets entre écoles visant à rassembler les classes, elle cite l'exemple qu'elle a mentionné ci-dessus pour l'année prochaine et la collaboration entre deux écoles (une du haut et une du bas de Forest) pour la commémoration des pavés de mémoire. Ce sont des initiatives à étendre.

Madame Plovie pose une question supplémentaire : Quel impact aura ceci sur l'emploi ?

Madame Père répond que c'est difficile d'estimer ceci sur des sondages, que beaucoup de professeurs de religion sont nommés, ce qui est une difficulté supplémentaire. En ce qui la concerne, l'idée de donner des cours de citoyenneté par des professeurs de religion est exclue, ça lui pose problème.

Mevrouw Père antwoordt: Tot op heden, hebben wij nog geen enkele officiële richtlijn van mevrouw Milquet gekregen. Mevrouw Milquet richt zich rechtstreeks tot de schooldirecties, dit zonder contact op te nemen met de inrichtende macht. ; Het enige wat zij half mei heeft toegestuurd is een nota met voornemens. We hebben 1626 documenten verdeeld voor de peilingen. 65,7 % van de antwoorden opteren voor godsdienstlessen, 16,3 % wensen een vrijstelling en 20 % van de personen hebben niet geantwoord. We hebben de brief van de FAPEO aan de peilingsbrief toegevoegd. De partij PS verdedigt ook de twee uren les in burgerschap want ze is van mening dat de kinderen samen moeten nadenken en samen een kritische geest moeten ontwikkelen. Ze zegt dat het moeilijk is om iets te organiseren tegen het begin van het schooljaar zonder over een wettelijk kader te beschikken. Ze veronderstelt dat dit zal komen binnen de dagen of weken die volgen. Dit brengt de inrichtende macht in grote moeilijkheden om de lessen te kunnen organiseren, er blijven vele vragen in verband met de organisatie: wie gaat betalen, hoe zit het met de lokalen, want het betreft hier een bijkomende cursus... We zullen alles doen wat in onze

macht is ten voordele van de leerlingen. Ze zal niets organiseren waarbij de kinderen die voor een vrijstelling hebben gekozen benadeeld worden.

Er wordt samengewerkt met schrijvers, verenigingen, in het bijzonder onderwijs hebben de leerkrachten bijvoorbeeld de gewoonte om samen te werken. Ze haalt het voorbeeld aan waarbij de leerkrachten van de levensbeschouwelijke lessen graag samen de erediensten zouden bezoeken. Op de vraag of er projecten tussen de scholen worden georganiseerd met tot doel de klassen samen te brengen, haalt zij het voorbeeld aan dat ze hierboven vernoemd heeft en de samenwerking tussen twee scholen (een in hoog Vorst en een in laag Vorst) tijdens de herdenking van de Gedenkstenen. Deze initiatieven moeten uitgebreid worden.

Mevrouw Plovie stelt een bijkomende vraag: Welke impact zal dit hebben op de werkgelegenheid?

Mevrouw Père antwoordt dat het moeilijk is om dit in te schatten op basis van peilingen. Veel godsdienstleerkrachten zijn benoemd, dit is een bijkomende moeilijkheid. e idee dat de leerkrachten die levensbeschouwelijke vakken geven, de lessen voor burgerschap voor hun rekening zouden nemen, is wat haar betreft uitgesloten, zij heeft het daar moeilijk mee.

2 annexes / 2 bijlagen

TR Interpellation CC 2 juin 2015 - document à utiliser.msg, Interpellation dispense des cours de religion et de morale CC 2 juin 2015.doc

26 **Les horodateurs et la réciprocité entre les communes de Saint-Gilles et Forest (à la demande de Madame Langbord, conseiller communal). (Complémentaire)**

L'avenue des Villas s'étend sur la commune de St Gilles et Forest. Plusieurs riverains sont venus me trouver parce -qu'ils avaient été verbalisé à deux pas de chez eux à St Gilles. J'ai moi même été verbalisée à trois reprises et je me suis rendue à St Gilles afin de recevoir une explication. L'amende a été déchirée . C'est insupportable . St Gilles ne possède pas d'outils pour détecter une carte virtuelle. Qu'avez vous comme solution ? Merci d'en prendre bonne note.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

De parkeermeters en de reciprociteit tussen de gemeenten Sint-Gillis en Vorst (op vraag van Mevrouw Langbord, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

De Villalaan strekt zich uit over de gemeenten St.-Gillis en Vorst. Verschillende buurtbewoners zijn tot bij mij gekomen omdat ze vlakbij huis in St.-Gillis bekeurd werden. Ikzelf werd drie keer bekeurd en ik heb naar St.-Gillis begeven om een verklaring te krijgen. De boete werd verscheurd . Dit is onuitstaanbaar. St.-Gillis beschikt niet over instrumenten om een virtuele kaart te detecteren. Wat heeft u als oplossing ? Alvast bedankt om er nota van te nemen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Monsieur Englebert répond que les données de nos abonnés doivent être encodés dans le système

de Saint-Gilles, mais que parfois par manque de temps, ça ne peut pas se faire directement, parfois il y a des erreurs. Le problème est surtout lié au fait qu'il n'y a pas de base de données unique pour l'instant et que les pratiques professionnelles sont différentes.

Le problème sera résolu quand il y aura la base de données unique au niveau régional et quand il y aura la sectorisation, où les limites ne seront plus au niveau de la commune, mais constituées d'une façon logique par pâtés de maisons.

De heer Englebort antwoordt dat de gegevens van onze abonnees in het systeem van Sint-Gillis moeten ingebracht worden. Door tijdsgebrek kan dat soms niet onmiddellijk gebeuren. Soms zijn er vergissingen. Het grote probleem is dat er op dit ogenblik geen gemeenschappelijke databank is en dat de werkwijze verschilt. Het probleem zal van de baan zijn als er een gemeenschappelijke databank op het niveau van het Gewest zal zijn en wanneer men met sectoren zal werken. Dan zullen de grenzen niet meer vastgelegd worden op het niveau van de gemeenten, maar er zal een logische indeling zijn die rekening houdt met de huizenblokken.

4 annexes / 4 bijlagen

TR Fautes de frappe!!.msg, TR Note pour l'interpellation .msg, TR Interpellation.msg

27 **Motion relative au régime de collecte des déchets ménagers (à la demande de Monsieur Criquelion, conseiller communal). (Complémentaire)**

PROPOSITION DE MOTION

relative au régime de collecte des déchets ménagers

déposée par Axel Criquelion au nom du Groupe MR

Développements

Ces dernières années les Bruxelloises et les Bruxellois sont confrontés à d'incessants changements du régime de collecte de leurs déchets.

En 2010, pour atteindre les objectifs en matière de recyclage, le Secrétaire d'état en charge de la Propreté, Emir Kir, rendait obligatoire le tri sélectif des déchets de papiers/cartons et PMC. Ce nouveau régime, qui nécessite de stocker trois types de déchets dans des sacs spécifiques et d'identifier parfaitement le type de déchets collectés sélectivement, modifiait alors grandement les habitudes des Bruxellois.

A peine rodé, ce régime est revu par Rachid Madrane, fraîchement nommé Secrétaire d'Etat en charge de la Propreté, lequel annonçait fin 2012, la mise en œuvre d'une collecte alternée des sacs bleus et jaunes. Selon ce régime, d'application depuis le 7 janvier 2013, **les déchets ménagers non triés (sac blanc) se voient collecter deux fois par semaine tandis que les papiers/cartons (sac jaune) et PMC (sac bleu) le sont, en alternance, une semaine sur deux. La campagne d'information de ce nouveau mode de collecte a été estimée à 968.000 euros.**

En octobre 2014, la nouvelle Secrétaire d'Etat en charge de la Propreté, Fadila Laanan, marque le coup de son entrée en fonction en annonçant vouloir à nouveau modifier le régime des collectes. D'ici 2016, la collecte des sacs-poubelle (blanc-bleu-jaune) devront être regroupée sur un seul jour de la semaine. Un nouveau sac (orange) fera, de même, son apparition pour les déchets organiques. Ce projet a été approuvé par le Gouvernement bruxellois, le 5 mars dernier, sans concertation avec les organisations syndicales.

Ainsi, dans quelques mois, les Bruxelloises et Bruxellois connaîtront pour la troisième fois en l'espace de quelques années un changement des modes et jours de collecte de leurs déchets.

La remise en cause du système de collecte alternée des sacs bleus et jaunes, **à peine 21 mois après son introduction, n'est pas un signe de bonne gouvernance.**

Les multiples revirements auxquels sont confrontés les Bruxelloises et les Bruxellois en matière de gestion des déchets sont de mauvais signaux pour les ménages, victimes des mauvais choix du Gouvernement régional bruxellois lequel devrait, au contraire, assurer un minimum de stabilité et de régularité du régime de collecte.

En lui même, le prochain changement de régime de collecte des déchets annonce des difficultés évidentes, en particulier pour celles et ceux qui occupent un logement de taille modeste, en ce qu'il :

- supprime la collecte bihebdomadaire des sacs blancs et contraint à conserver durant une semaine les déchets résiduels contenus dans ces mêmes sacs ;
- contraint à stocker chez soi jusqu'à 4, voire 5 types de déchets contenus dans des sacs différents qui seront collectés une fois par semaine.

La présente motion vise, par conséquent, à inviter le Gouvernement bruxellois à mettre en place un régime de collecte des déchets ménagers innovant, stable et ayant un impact positif en termes sociaux, environnementaux et économiques.

Elle appelle au développement d'alternatives à la collecte de déchets en rue via la mise en place d'un système de collecte des déchets par conteneurs et par points de dépôt permanent dans des zones spécifiques.

Préalablement à toutes réformes du régime de collecte, elle demande de mener une étude objective qui démontre une vision globale, pérenne et positive en termes sociaux, environnementaux et économiques.

Enfin, dans l'attente de cette étude, la présente motion invite l'exécutif régional à renoncer au projet de régime de collecte unique des déchets ménagers.

PROPOSITION DE MOTION
relative au régime de collecte des déchets ménagers

Vu la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 *relative aux déchets et abrogeant certaines directives* ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 *portant création de l'Agence régionale pour la propreté* ;

Vu l'ordonnance du 14 juin 2012 *relative aux déchets* ;

Considérant les objectifs obligatoire de 50 % de réemploi et de recyclage pour les déchets ménagers à atteindre d'ici 2020 ;

Considérant qu'en Région de Bruxelles-Capitale le taux de déchets collectés sélectivement est de 30% ;

Considérant que le centre de tri régional ne dispose pas d'une phase préalable destinée à séparer complètement les déchets cartons/papiers et PMC ; que l'absence de cette phase préalable a, pour des raisons environnementales et financières, rendu nécessaire de passer à un régime de collecte alternée des déchets papiers/cartons et PMC tel qu'entré en vigueur le 7 janvier 2013 ;

Considérant que, malgré les études démontrant l'opportunité de l'option d'une collecte alternée, ce régime de collecte engendre des problèmes de propreté publique ainsi que de nombreux inconvénients pour les Bruxelloises et les Bruxellois ;

Considérant que c'est pour pallier à ces inconvénients que la Secrétaire d'Etat en charge de la Propreté projette de réorganiser le régime des collectes des déchets ménagers d'ici 2016 en regroupant celles-ci sur un seul jour de la semaine selon les modalités approuvées par le Conseil des ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 mars 2015 ;

Considérant que la mise en œuvre de ce régime de collecte va contraindre les ménages bruxellois à stocker chez soi jusqu'à 5 types de déchets contenus dans des sacs différents et à conserver durant une semaine les déchets résiduels contenus dans les sacs blancs ;

Considérant que les **multiples revirements auxquels sont confrontés les Bruxelloises et les Bruxellois en matière de régime de collecte des déchets ne sont pas un bon signal pour les ménages qui demandent en la matière plus de stabilité et de régularité** ;

Considérant que les ménages bruxellois ne peuvent être victimes des choix du Gouvernement ;

Considérant le recul des services rendus aux citoyens par l'Agence régionale pour la propreté du fait des éléments précités ;

Considérant le coût, pour la collectivité, des campagnes d'information et de sensibilisation lors

de chaque changement de régime de collecte ;

DEMANDE au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

- de favoriser un régime de collecte des déchets ménagers efficace, stable et ayant un impact positif en termes sociaux, environnementaux et économiques ;
- de promouvoir largement la prévention des déchets par une politique de réutilisation, de recyclage et de réemploi ;
- de développer des solutions alternatives à la collecte de déchets en rue ;
- de mener, dans l'intérêt des Bruxellois et de l'Agence régionale pour la propreté, préalablement à toute nouvelle réforme du régime de collecte des déchets ménagers, une étude indépendante qui démontre la vision globale de long de terme et l'impact positif de la réforme en termes sociaux, environnementaux et économiques ;
- dans l'attente de cette étude, de sursoir au projet de régime de collecte unique des déchets ménagers.

La présente motion est adressée

- à la Secrétaire d'Etat en charge de la Propreté ;
- au Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- au Président du Parlement bruxellois ;

Le Conseil est informé.

30 votants : 30 votes positifs.

Motie met betrekking tot de regeling voor de ophaling van huishoudelijk afval (op vraag van de Heer Criquiellion, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

VOORSTEL VAN MOTIE

met betrekking tot de regeling voor de ophaling van huishoudelijk afval

Ontwikkelingen

De afgelopen jaren worden de Brusselaars geconfronteerd met aanhoudende veranderingen in de regeling van de ophaling van hun afval.

Om de doelstellingen inzake recyclage te behalen, heeft de Staatssecretaris bevoegd voor Netheid, Emir Kir, in 2010 het selectief sorteren van papier- en kartonafval en PMD-afval verplicht. Deze nieuwe regeling, die het nodig maakt drie soorten afval in specifieke zakken op te slaan en het type selectief gesorteerd afval perfect te identificeren, heeft toen geleid tot een zeer sterke wijziging van de gewoonten van de Brusselaars.

Men was nog maar net gewend aan deze regeling, of ze werd herzien door Rachid Madrane, nog maar net benoemd tot Staatssecretaris bevoegd voor Netheid. Eind 2012 kondigde deze de invoering aan van een beurtelingse ophaling van de blauwe en gele zakken. Volgens deze regeling, van kracht sinds 7 januari 2013, wordt niet-gesorteerd huishoudelijk afval (witte zak) twee keer per week opgehaald, terwijl papier en karton (gele zak) en PMD (blauwe zak) beurtelings, een week op twee, worden opgehaald. De informatiecampagne over deze nieuwe ophaalregeling werd geschat op 968.000 euro.

In oktober 2014 maakte de nieuwe Staatssecretaris bevoegd voor Netheid, Fadila Laanan, een opgemerkt debuut door aan te kondigen de ophaalregeling opnieuw te wijzigen. Vanaf 2016 moeten de vuilniszakken (zowel witte als blauwe en gele) op één welbepaalde dag van de week opgehaald worden. Er zal een nieuwe (oranje) zak opduiken voor het organische afval. Dit project werd op 5 maart jl. zonder overleg met de vakbondsorganisaties goedgekeurd door de Brusselse Regering.

Zo zal, over enkele maanden, de ophaalwijze en ophaaldagen voor het afval van de Brusselaars voor de derde keer in enkele jaren tijd worden gewijzigd.

Het opnieuw in vraag stellen van de beurtelingse ophaling van de blauwe en gele zakken, amper 21 maand na de invoering van deze regeling, is geen blijk van goed bestuur.

De vele ommezwaaien inzake afvalbeheer waarmee de Brusselaars worden geconfronteerd, vormen een slecht signaal voor de huishoudens, die het slachtoffer zijn van de slechte keuzes van de Brusselse gewestregering die in tegendeel een minimum aan stabiliteit en regelmaat in de ophaalregeling zou moeten waarborgen.

Op zichzelf vormt de komende wijziging van de regeling van de afvalophaling reeds de aankondiging van vanzelfsprekende moeilijkheden, in het bijzonder voor mensen die een woning van bescheiden omvang betrekken, omdat deze verandering :

- de tweewekelijkse ophaling van de witte zakken afschaft en de mensen ertoe verplicht het in

deze zak bewaarde afval een week lang bij te houden;

- de mensen ertoe verplicht tot vier, zelfs vijf soorten afval in verschillende zakken op te slaan die één keer per week worden opgehaald.

Bijgevolg heeft deze motie als doel de Brusselse Regering ertoe uit te nodigen een ophaalsysteem voor huishoudelijk afval in te voeren dat vernieuwend en stabiel is en dat op sociaal en economisch opzicht en op vlak van milieu een positieve impact heeft.

Deze motie roept op tot de ontwikkeling van alternatieven voor de ophaling van afval op straat door de invoering van een afvalophaalsysteem d.m.v. containers en permanente deponeerpunten in specifieke zones.

Vóór iedere hervorming van de ophaalregeling vraagt deze motie om een objectieve studie te voeren die getuigt van een globale, duurzame en positieve visie in sociaal en economisch opzicht en op vlak van milieu.

Ten slotte nodigt deze motie de gewestelijke uitvoerende macht er in afwachting van deze studie toe uit af te zien van het project van één enkele ophaling van het huishoudelijk afval.

VOORSTEL VAN MOTIE

met betrekking tot de regeling voor de ophaling van huishoudelijk afval

De Gemeenteraad van Vorst,

Gelet op richtlijn 2008/98/CE van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 *betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen*;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 *houdende de oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor netheid*;

Gelet op de ordonnantie van 14 juni 2012 *betreffende afvalstoffen*;

Overwegende de verplichte doelstelling van 50% hergebruik en recyclage van het huishoudelijk afval tegen 2020;

Overwegende dat het aandeel selectief opgehaald afval in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 30% bedraagt;

Overwegende dat het gewestelijke sorteercentrum niet beschikt over een voorafgaande fase bedoeld om het papier- en kartonafval en het PMD-afval volledig te scheiden; dat de afwezigheid van deze voorafgaande fase het om milieuredenen en financiële redenen noodzakelijk heeft gemaakt om over te gaan tot een regeling van beurtelingse ophaling van het papier- en kartonafval en het PMD-afval zoals van kracht sinds 7 januari 2013;

Overwegende dat, ondanks de studies die de gepastheid van de optie van de beurtelingse ophaling aantonen, deze ophaalregeling problemen m.b.t. de openbare netheid met zich meebrengt, evenals vele ongemakken voor de Brusselaars;

Overwegende dat het is om deze ongemakken te verzachten dat de Staatssecretaris bevoegd voor Netheid van plan is vanaf 2016 de regeling van de ophaling van het huishoudelijk afval te reorganiseren door dit ophalen op één enkele dag van de week te brengen volgens de bepalingen die goedgekeurd zijn door de Ministerraad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 maart 2015.

Overwegende dat de uitvoering van deze ophaalregeling de Brusselse huishoudens ertoe zal dwingen tot vijf soorten afval thuis op te slaan in verschillende zakken en het restafval in de witte zakken een week lang te bewaren;

Overwegende dat de vele ommezwaaien, waarmee de Brusselaars inzake regeling van de afvalophaling geconfronteerd worden, geen goed signaal zijn voor de huishoudens die hieromtrent meer stabiliteit en regelmaat vragen;

Overwegende dat de Brusselse huishoudens niet het slachtoffer mogen worden van de keuzes van de Regering;

Overwegende de achteruitgang van de diensten aan de burger door het Gewestelijk Agentschap voor netheid omwille van de voornoemde redenen;

Overwegende de kostprijs voor de gemeenschap van de informatie- en sensibiliseringscampagnes bij iedere wijziging van de ophaalregeling;

VRAAGT aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:

- voorrang te geven aan een regeling van de ophaling van het huishoudelijk afval die efficiënt en stabiel is en die in sociaal en economisch opzicht en op vlak van milieu een positieve impact heeft;
- afvalpreventie ruimschoots te promoten door middel van een beleid van hergebruik en recyclage;
- alternatieve oplossingen te ontwikkelen voor de ophaling van afval op straat;

- in het belang van de Brusselaars en van het Gewestelijk Agentschap voor netheid voorafgaand aan iedere hervorming van de regeling van de ophaling van huishoudelijk afval een onafhankelijke studie uit te voeren die getuigt van een langetermijnvisie en van een positieve impact van de hervorming in sociaal en economisch opzicht en op vlak van milieu;
- het project van één enkele ophaling van het huishoudelijk afval in afwachting van deze studie op te schorten.

Deze motie is gericht aan

- *de Staatssecretaris bevoegd voor Netheid;*
- *de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;*
- *de Voorzitter van het Brussels Parlement.;*

De Raad wordt geïnformeerd.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Cette proposition de motion a été le début d'un débat qui s'est concrétisé par une motion qui a eu l'accord de l'ensemble des groupes politiques.

Dit voorstel gaf aanleiding tot een debat dat zich heeft geconcretiseerd in een motie die de goedkeuring heeft van al de politieke groepen.

1 annexe / 1 bijlage

TR Motion pour le conseil communal.msg

28 **Motion relative au régime de collecte des déchets ménagers. (Complémentaire)**

Motion du Conseil communal de Forest **relative au régime de collecte des déchets ménagers**

Le Conseil communal,

Vu la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la propreté;

Vu l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets ;

Considérant que le gouvernement de la Région bruxelloise a approuvé, en première lecture, le 5 mars 2015, la note comprenant cinq volets relatifs à l'amélioration de la propreté publique dans tous les

quartiers et aux principes de la réforme des collectes ; qu'au cours de la même séance, le gouvernement a chargé la secrétaire d'Etat à la Propreté publique d'organiser la concertation entre la direction de l'Agence Bruxelles-Propreté et les organisations syndicales ;

Considérant qu'aucune décision définitive n'est encore prise quant à la mise en œuvre des cinq volets sur le plan réglementaire et que la secrétaire d'Etat à la Propreté publique s'est engagée à présenter ses projets aux autorités locales pour avis ;

Considérant que les objectifs poursuivis par les mesures proposées ne peuvent que répondre à l'attente de la population et recevoir l'adhésion des autorités locales, à savoir:

1. la prévention et la sensibilisation ;
2. la qualité des services rendus par l'Agence Bruxelles-Propreté ;
3. la qualité des sacs permettant la collecte des déchets ménagers et assimilés ;
4. l'intégration de critères relatifs à la propreté et à la collecte des déchets dans l'aménagement d'espaces publics et de grands projets immobiliers ;
5. le contrôle et la politique de sanction des incivilités.

Considérant que ces objectifs doivent être traduits en mesures concrètes, en étroite collaboration avec les autorités locales ;

Considérant que les objectifs européens obligatoires de 50 % de réemploi et de recyclage des déchets ménagers doivent être atteints d'ici à 2020 ; qu'à ce jour, en Région bruxelloise, ce taux de réemploi des déchets ménagers n'est que de +/- 35 % ;

Considérant que les sacs blancs contiennent en moyenne 50 % de déchets organiques et que ceux-ci sont particulièrement odorants et peuvent engendrer des nuisances pour les habitants qui doivent les garder à domicile ;

Considérant que le projet de réforme prévoit une collecte hebdomadaire, le même jour, des sacs blancs, bleus et jaunes, qu'il supprime la collecte en soirée et qu'il prévoit un jour supplémentaire de collecte spécifiquement pour les déchets organiques et les déchets verts ;

Considérant qu'actuellement, cinq communes, dont Forest, bénéficient d'une période de test pour la collecte des déchets ménagers organiques et que l'évaluation de cette phase de test n'est pas définitive ;

Considérant les difficultés rencontrées déjà actuellement par certains ménages vivant dans des logements peu adaptés au stockage de déchets ;

Considérant que le projet du Gouvernement n'apporte pas encore de réponse à cette préoccupation de nombreux citoyens et qu'il est utile d'étudier ce qui se fait ailleurs, notamment en matière de collectes de déchets par conteneurs ;

Considérant la nécessité, d'une part, de développer un système cohérent et à long terme, d'autre part, d'organiser une collecte de déchets générant moins de salissures en voirie et plus de confort pour les

habitants ;

Que les pouvoirs publics doivent veiller en ce sens à une communication préparée, claire et efficace à l'attention de tous les Bruxellois ;

Demande au Gouvernement bruxellois :

- de favoriser un régime de collecte des déchets ménagers efficace, stable et performant sur le plan social et économique, comme sur le plan environnemental ;
- de promouvoir, de manière générale, le tri, la réduction des déchets et, en particulier, des déchets ménagers organiques en vue de leur réutilisation ou recyclage ;
- de garantir à l'ensemble des Bruxellois un service régulier et qualitatif, sans augmentation des coûts pour les habitants, de la collecte des déchets ménagers ;
- de développer, notamment dans les quartiers les plus denses, des solutions complémentaires à la collecte en porte à porte des déchets, notamment par un système de conteneurs, en surface ou en sous-sol, s'inspirant de dispositifs développés ailleurs ;
- d'étudier, à cette fin, la possibilité de placer notamment, lors de l'enfouissement des bulles à verre, des conteneurs spécifiques en vue de recueillir les déchets ménagers organiques et d'encourager des initiatives pilotes ;
- de n'envisager de modification aux règlements en vigueur en ce qui concerne les conditions de collecte de déchets en porte à porte qu'après concertation avec les autorités communales et campagne d'information à l'attention des habitants ;
- de veiller à une étroite collaboration avec les autorités communales pour la mise en œuvre des cinq volets de mesures visant à renforcer la propreté publique en Région bruxelloise.

Transmet la présente motion à la Secrétaire d'Etat en charge de la Propreté, au Ministre-Président Région bruxelloise, au président du Parlement bruxellois ainsi qu'aux 18 autres communes bruxelloises.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Motie met betrekking tot de regeling voor de ophaling van huishoudelijk afval. (Aanvullend)

Motie van de Gemeenteraad van Vorst
met betrekking tot de regeling van de ophaling van huishoudelijk afval

De Gemeenteraad,

Gelet op richtlijn 2008/98/CE van het Europees Parlement en van de Raad van 19 november betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende de oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor netheid;

Gelet op de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen;

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 5 maart 2015 in eerste lezing de nota met vijf luiken m.b.t. de verbetering van de openbare netheid in alle wijken en met de principes van de hervorming van de ophalingen heeft goedgekeurd, en dat in de regering de loop van diezelfde zitting de Staatssecretaris voor Openbare Netheid heeft opgedragen overleg te organiseren tussen de directie van het Agentschap Net Brussel en de syndicale organisaties;

Overwegende dat er nog geen enkele definitieve beslissing werd genomen m.b.t. de uitvoering van de vijf luiken op reglementair vlak en dat de Staatssecretaris voor Openbare Netheid zich ertoe verbonden heeft deze projecten ter advies voor te leggen aan de plaatselijke overheden;

Overwegende dat de door de voorgestelde maatregelen nagestreefde doelstellingen slechts kunnen beantwoorden aan de verwachtingen van de bevolking en de steun van de plaatselijke overheden kunnen ontvangen, en dat deze doelstellingen de volgende zijn:

1. preventie en sensibilisering;
2. kwaliteitsvolle diensten door het Agentschap Net Brussel;
3. kwaliteitsvolle zakken die de ophaling van huishoudelijk en daaraan gelijkgesteld afval mogelijk maken;
4. de opname van criteria m.b.t. netheid en afvalophaling in de inrichting van openbare ruimten en grote immobiliënprojecten;
5. toezicht op en bestraffing van daden van onwillevendheid.

Overwegende dat deze doelstellingen moeten worden vertaald in concrete maatregelen, en dit in nauwe samenwerking met de plaatselijke overheden;

Overwegende dat de verplichte Europese doelstellingen van 50% hergebruik en recyclage van het huishoudelijk afval tegen 2020 moet worden bereikt en dat tot op heden slechts +/- 35% van het huishoudelijk afval in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt hergebruikt;

Overwegende dat de witte zakken gemiddeld 50% organisch afval bevatten en dat deze een bijzonder sterke geur verspreiden en voor overlast kunnen zorgen voor de bewoners die deze in hun woning moeten bewaren;

Overwegende dat het hervormingsproject een wekelijkse ophaling voorziet van de witte, blauwe en gele zakken en dit op dezelfde dag, dat het de avondophaling afschaft en een bijkomende dag voorziet, specifiek voor de ophaling van organisch afval en groenafval;

Overwegende dat vijf gemeenten, waaronder Vorst, op dit ogenblik genieten van een proefperiode voor de ophaling van organisch afval en dat de evaluatie van deze fase niet definitief is;

Overwegende de moeilijkheden die momenteel reeds ondervonden worden door bepaalde huishoudens die verblijven in woningen die weinig aangepast zijn aan de opslag van afval;

Overwegende dat het project van de Regering nog geen antwoord heeft aangebracht voor deze bezorgdheid van talrijke burgers en dat het nuttig is te bestuderen wat er elders wordt gedaan, in het bijzonder inzake afvalophaling via containers;

Overwegende de noodzaak om enerzijds een coherent langetermijnssysteem te ontwikkelen en anderzijds een afvalophaling te organiseren die voor minder vuil op de openbare weg en voor meer comfort voor de bewoners zorgt;

Overwegende dat openbare instellingen wat dit betreft moeten waken over een voorbereide, heldere en efficiënte communicatie, bestemd voor alle Brusselaars;

Vraagt aan de Brusselse Regering:

- de voorkeur te geven aan een efficiënte, stabiele en performante regeling van de ophaling van het huishoudelijk afval op sociaal en economisch vlak, evenals op vlak van leefmilieu;
- om sortering en afvalvermindering in het algemeen en dat van organisch huishoudelijk afval in het bijzonder te promoten, en dit met het oog op het hergebruik of de recyclage ervan;
- voor alle Brusselaars een regelmatige en kwaliteitsvolle dienstverlening inzake ophaling van het huishoudelijk afval te verzekeren, zonder verhoging van de kostprijs voor de bewoners;
- in het bijzonder in de dichtstbevolkte wijken aanvullende oplossingen te ontwikkelen voor de huis-aan-huisophaling van het afval, in het bijzonder via een boven- of ondergronds containersysteem, geïnspireerd door de elders ontwikkelde voorzieningen;
- met dit doel in het bijzonder de mogelijkheid tot plaatsing van specifieke containers tijdens de ingraving van de glasbollen te bestuderen, met het oog op de inzameling van organisch huishoudelijk afval en de aanmoediging van proefinitiatieven;
- geen wijziging van de bestaande reglementen te overwegen wat betreft de voorwaarden van de huis-aan-huisophaling van afval, en dit tot er overleg werd gepleegd met de gemeentebesturen en er een informatiecampagne t.a.v. de bewoners werd gevoerd;
- erover te waken dat er nauw wordt samengewerkt met de gemeentebesturen voor de uitvoering van de vijf luiken met maatregelen om de openbare netheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te versterken.

Maakt deze motie over aan de Staatssecretaris bevoegd voor Netheid, aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan de Voorzitter van het Brussels Parlement en aan de 18 andere Brusselse gemeenten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

TR Motion collecte des déchets - texte du conseil communal docx.msg, Motion collecte des déchets - texte du conseil communal.docx

(Complémentaire)

Commerces.

Je constate que bon nombre de commerçants quittent le quartier Saint Denis et que ces commerces vides ne sont pas immédiatement repris par de nouveaux commerçants. Certains sont sur le point de quitter Forest.

L'Echevin connaît-il la raison de cette 'fuite' du quartier, de Forest?

Comment compte-t-il empêcher cet exode?

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Handelszaken in de Sint-Denijswijk (op vraag van de Heer Rongé, gemeenteraadslid).

(Aanvullend)

Handelszaken.

Ik stel vast dat heel wat handelaars uit de Sint Denijswijk trekken en dat de handelspanen die vrijkomen

niet onmiddellijk door nieuwkomers worden ingenomen. Enkele staan op het punt Vorst te verlaten.

Kent de Schepen de reden van deze "vlucht" uit de wijk, uit Vorst?

Op welke manier denkt hij deze leegloop te verhinderen?

Welke is zijn strategie?

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Monsieur Tahri répond qu'un travail est fait avec l'aecif et Atrium, qu'on avance lentement. Il dit aussi que finaliser un dossier pour ouvrir un commerce prend du temps (au niveau de l'urbanisme quand on veut faire des travaux par exemple.) et que les travaux prennent aussi du temps. Cela peut aussi expliquer que parfois des commerces restent longtemps vides. Le problème n'est pas propre à Forest, dans les communes voisines, on constate le même phénomène.

De heer Tahri antwoordt dat er met de vicov en met Atrium wordt samengewerkt, er worden langzaam vorderingen gemaakt. Hij zegt ook dat een dossier om een handelszaak te openen veel tijd in beslag neemt (op het niveau van stedenbouw wanneer men werken wil uitvoeren bijvoorbeeld). Dit kan de uitleg zijn voor het feit dat sommigen panden lang leeg staan. Het probleem doet zich niet enkel in Vorst voor, in onze naburige gemeenten stellen wij hetzelfde fenomeen vast.

1 annexe / 1 bijlage

TR Gemeenteraad van 2 juni 2015.msg

30 **Plaines de jeux néerlandophones (à la demande de Monsieur Rongé, conseiller communal).**
(Complémentaire)

Affaires néerlandophones.

“Grace à une nouvelle approche de la Commission Communautaire Flamande il y aura pendant cet été beaucoup plus de plaines de vacances néerlandophones.”

“On passe de huit à dix-huit.” selon le président du Collège, Guy Vanhengel.

La nouvelle approche a engendré une extension considérable.

Les dix-huit plaines de vacances sont réparties sur onze communes.

J'aimerais savoir si Forest se trouve parmi ces onze communes, et

- si oui, où sont-elles organisées et comment ?

- si non, pourquoi pas.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Nederlandstalige speelpleinen (op vraag van de Heer Rongé, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Nederlandstalige aangelegenheden.

"Door een nieuwe aanpak van de VGC zijn er deze zomer veel meer Nederlandstalige speelpleinen."

"We gaan van acht naar achttien." aldus Collegevoorzitter Guy Vanhengel.

De nieuwe aanpak heeft tot een flinke uitbreiding geleid.

De achttien speelpleinen zijn verdeeld over elf gemeenten.

Graag vernam ik of Vorst tot deze elf behoort, en

- zo ja, waar deze worden georganiseerd en hoe

- zo neen, waarom niet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Madame Buyse répond qu'il n'y aura pas de plaine de jeux supplémentaire à Forest. Tout le monde s'accorde sur le fait qu'il est important d'avoir des plaines de jeux néerlandophones parce que beaucoup d'enfants ne parlent pas le néerlandais à la maison. C'est ainsi qu'ils perdent la connaissance de la langue.

Il y a par contre, plusieurs autres activités d'accueil: Il y a des stages, les plaines de jeux de la VGC et les semaines de jeux, organisées par l'accueil extrascolaire (IBO). Wiels et la bibliothèque organisent des activités. Depuis quelques années, il existe à Forest l'initiative de l'accueil extrascolaire, l'IBO a accès aux locaux de l'école " De Wereldbrug" pour doubler le nombre de places (jusque 50 places). Le tarif pour cet accueil est très bas.

Monsieur Rongé ajoute qu'il est très important pour les 80 % d'enfants qui ne parlent pas le néerlandais à la maison, de pouvoir parler le néerlandais pendant les vacances scolaires, qui comprennent plus au moins 1/3 de l'année.

Mevrouw Buyse antwoordt dat er geen nieuw speelplein in Vorst komt.

Iedereen is het erover eens dat het belangrijk is dat er Nederlandstalige speelpleinen zijn tijdens de vakantie omdat er veel kindjes thuis geen Nederlands spreken en dat ze zo hun taalkennis kunnen verliezen;

Er zijn echter verschillende andere opvangactiviteiten: stages, de speelpleinwerking van de VGC en speelweken georganiseerd in het kader van de buitenschoolse opvang (IBO). Wiels en de bibliotheek organiseren activiteiten. Sinds een aantal jaren is er in Vorst het initiatief van buitenschoolse opvang, de IBO krijgt toegang tot de lokalen van de school “ Wereldbrug” om het aantal plaatsen te verdubbelen (tot 50 plaatsen). Het tarief voor die opvang ligt heel laag. De heer Rongé zegt dat het voor de ongeveer 80% anderstalige kinderen in Vorst heel belangrijk is om Nederlands te kunnen spreken tijdens de schoolvakanties, die ongeveer 1/3 van het jaar overlappen.

1 annexe / 1 bijlage

TR Gemeenteraad van 2 juni 2015.msg

31 **Motion climat (à la demande de Madame Huytebroeck, conseiller communal). (Complémentaire)**

Proposition de motion relative à un engagement des communes en vue de la COP21 (Conférence des parties sur le changement climatique de Paris en novembre 2015

Le conseil communal de Forest

- Conscient que notre commune et nos territoires n'échappent pas aux conséquences des changements climatiques (ex : inondations, perte de biodiversité...) mais qu'ils peuvent aussi apporter des solutions durables pour répondre à ce défi et cela en complément des engagements des Etats, des Régions, de la société civile et du secteur privé,

- Conscient que la science et le GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur les Evolutions du Climat) nous alertent des risques majeurs auxquels fait face notre planète si nous ne transformons pas nos manières de produire, de consommer dans les prochaines années afin de limiter l'augmentation de la température globale à moins de deux degrés.

- Considérant que jusqu'à présent les Sommets Internationaux sur le climat n'ont pas débouché sur un accord global assez ambitieux sur le climat

- Considérant que les investissements en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables , que des décisions en matière d'une mobilité mais aussi d'une alimentation moins productrices de CO2 peuvent contribuer à la fois à l'abaissement des coûts énergétiques, à une réduction de la surconsommation des ressources naturelles mais aussi à notre économie par la création d'emplois dans des filières plus durables.

- Considérant qu'en tant que décideurs les Exécutifs locaux et régionaux sont des acteurs clés pour mettre en œuvre des actions au niveau régional et local et pour catalyser les parties prenantes et les citoyens par une approche systémique de la gestion de la ville (urbanisme, transport, énergie, résilience des bâtiments...). L'action des Exécutifs locaux représente une capacité de réduction des émissions de gaz à effet de serre importante à court terme et particulièrement sur la période 2015-2020

et joue un rôle essentiel en matière d'adaptation au changement climatique sur leurs territoires

- Considérant enfin que le prochain sommet international sur le climat à Paris en Novembre 2015 (COP 21) sera déterminant et devra conclure un accord ambitieux et contraignant pour la période post 2020.

Décide d'adopter la résolution qui suit :

Nous, conseillers communaux rappelons

Que la lutte contre les changements climatiques représente un enjeu déterminant pour nos villes et communes et le bien-être présent et à venir de nos citoyens ;

Que plus de 6000 villes et communes d'Europe, structurées en réseaux (Convention des Maires, Energycities, Iclei...) se sont déjà engagées à réduire d'au moins 20 % leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 ;

Que les actions déjà engagées dans cet objectif entre autre grâce à des « plans climat » ont permis de réduire parfois significativement leurs émissions de gaz à effet de serre mais aussi de créer des emplois, de réduire la précarité énergétique, de lutter contre la pollution de l'air qui affecte la santé des citoyens et d'engager nos territoires et entreprises vers la transition énergétique ;

Que le gouvernement de la Région Bruxelloise a adopté en 2013 le COBRACE (ordonnance Code Bruxellois de l'air et du climat du 2 mai 2013) et que le Plan Air Climat qui en découle est aujourd'hui à l'enquête publique ;

Qu'il faut absolument une dynamique concertée entre tous les niveaux de pouvoir mais aussi un soutien fort aux initiatives locales

Nous nous engageons pour notre part :

- A amplifier nos politiques actuelles et à tendre avec l'ensemble de nos partenaires à atteindre les objectifs actuellement proposés par le Conseil Européen de l'environnement de réduire d'au moins 40 % nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 , d'augmenter la part d'énergies renouvelables sur nos territoires pour atteindre les 27 % et d'améliorer l'efficacité énergétique de 30 % .

- A renforcer notre coopération et le partage d'expériences avec d'autres collectivités locales en nous engageant dans la dynamique de la Convention des Maires et des réseaux de villes.

- A orienter lorsque c'est possible les investissements publics communaux et les marchés publics vers des choix et des filières sobres en carbone . A intervenir sur différents secteurs responsables des émissions de gaz à effet de serre comme l'isolation des bâtiments, la mobilité (flottes publiques entre autre), l'approvisionnement en énergie, la valorisation des déchets, l'alimentation dans les collectivités...

Nous appelons enfin les Autorités européennes à renforcer leur soutien à l'action des pouvoirs locaux en faveur de la lutte contre les changements climatiques afin qu'elles bénéficient plus directement et fortement des financements européens.

Et nous confirmons notre détermination à contribuer à notre niveau aux engagements qui seront indispensables au succès de la COP21..

Evelyne HUYTEBROECK (ECOLO)

Nadia EL YOUSFI (PS)

Axel CRIQUIELION (MR)

Laurent HACKEN (CDH)

Christophe NOCENT (FDF)

Conseillers communaux et chefs de groupe à FOREST

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Klimaatmotie (op vraag van Mervrouw Huytebroeck, gemeenteraad). (Aanvullend)

Voorstel van motie betreffende een verbintenis van de gemeenten met het oog op COP21 (Conferentie over klimaatverandering van Parijs in november 2015)

De Gemeenteraad van Vorst,

- Zich ervan bewust dat onze gemeente en onze grondgebieden niet ontsnappen aan de gevolgen van de veranderingen van het klimaat (bv. overstromingen, verlies aan biodiversiteit, ...), maar ook van het feit dat zij, in aanvulling op de verbintenissen van de Staten, de Gewesten, het maatschappelijke middenveld en de privésector, duurzame oplossingen kunnen aanbrenge om een antwoord te bieden op deze uitdaging;

- Zich ervan bewust dat de wetenschap en het IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change; Intergouvernementeel Panel over Klimaatverandering) ons waarschuwen voor de ernstige risico's die onze planeet bedreigen zolang wij onze productie- en consumptiewijzen de volgende jaren niet veranderen om de stijging van de wereldtemperatuur te beperken tot minder dan twee graden;

- Overwegende dat de Internationale Klimaattoppen tot op heden nog niet hebben geleid tot een

globaal akkoord over het klimaat dat voldoende ambitieus is;

- Overwegende dat de investeringen inzake energie-efficiëntie en hernieuwbare energie en de beslissingen inzake minder CO₂-producerende mobiliteit en voeding kunnen bijdragen aan zowel de daling van de energiekosten als onze economie, en dit door de schepping van banen in duurzamere sectoren;

- Overwegende dat de lokale en gewestelijke uitvoerende machten als beslissingsbevoegde organen sleutelactoren zijn in de uitvoering van acties op gewestelijk en lokaal niveau en bij het aansporen van de belanghebbende partijen en burgers, en dit door middel van een systematische aanpak van het stadsbeheer (stedenbouw, vervoer, energie, weerstand van de gebouwen, ...). Het in actie treden van de lokale executieven betekent op korte termijn een aanzienlijk vermogen tot reductie van de uitstoot van broeikasgassen, in het bijzonder voor de periode 2015-2020, en speelt een essentiële rol in de aanpassing aan de klimaatverandering op hun territoria;

- Overwegende dat de volgende internationale klimaattop in november 2015 in Parijs (COP21) doorslaggevend zal zijn en zal moeten uitmonden in een ambitieus en dwingend akkoord voor de periode na 2020;

Beslist de volgende resolutie aan te nemen:

Wij, gemeenteraadsleden, herinneren eraan

Dat de strijd tegen de veranderingen van het klimaat een doorslaggevende inzet zijn voor onze steden en gemeenten en het huidige en toekomstige welzijn van onze burgers;

Dat meer dan 6 000 steden en gemeenten in Europa, gegroepeerd in netwerken (Burgemeestersconvenant, Eneycities, Iclei, ...) zich er al toe verbonden hebben om tegen 2020 minstens 20% minder broeikasgassen uit te stoten;

Dat de hiertoe reeds ondernomen acties het o.m. dankzij 'klimaatplannen' mogelijk hebben gemaakt om niet alleen hun uitstoot van broeikasgassen aanzienlijk te verminderen, maar ook om nieuwe banen te scheppen, de energiearmoede te verminderen, te strijden tegen de luchtvervuiling die de gezondheid van de burgers schaadt en onze grondgebieden en ondernemingen op het pad van de energietransitie te zetten;

Dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in 2013 het BWLKE (ordonnantie Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing) heeft aangenomen en dat het Lucht-Klimaatplan die daaruit volgde op dit ogenblik wordt onderworpen aan een openbaar onderzoek;

Dat een gezamenlijke dynamiek tussen alle overheidsniveaus en een sterke ondersteuning van de lokale initiatieven absoluut noodzakelijk is.

Van onze kant verbinden wij ons ertoe:

- Ons huidige beleid te versterken en er samen met al onze partners naar te streven de huidige

doelstellingen die door de Europese Raad Milieu worden voorgesteld te bereiken, het aandeel hernieuwbare energie op onze grondgebieden te vermeerderen tot 27% en de energie-efficiëntie met 30% te verbeteren;

- Onze samenwerking en het delen van ervaringen met andere lagere overheden te versterken, door ons te engageren in de dynamiek van het Burgemeestersconvenant en het stedennetwerk;

- De gemeentelijke openbare investeringen en de openbare opdrachten waar mogelijk te oriënteren in de richting van koolstofarme keuzen en sectoren en tussenbeide te komen in verschillende sectoren die verantwoordelijk zijn voor de uitstoot van broeikasgassen, zoals de isolatie van gebouwen, mobiliteit (o.a. openbaar vervoer), energieleveringen, het afvalgebruik, de voeding in de plaatselijke gemeenschappen, ...

Ten slotte roepen wij de Europese Overheden ertoe op hun steun aan de acties van de lokale overheden in de strijd tegen de veranderingen van het klimaat te versterken, zodat deze zouden kunnen genieten van een rechtstreekse en krachtigere Europese financiering;

En bevestigen wij onze vastberadenheid om op ons niveau bij te dragen aan de verbintenissen die onontbeerlijk zullen zijn voor het succes van COP21.

Evelyne HUYTEBROECK (ECOLO)

Nadia EL YOUSFI (PS)

Axel CRIQUIELION (MR)

Laurent HACKEN (CDH)

Christophe NOCENT (FDF)

Gemeenteraadsleden en fractieleiders te VORST

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

motion communale cop 21.odt, TR motion climat.msg

Levée de la séance à 21:30
Opheffing van de zitting om 21:30